

Défendre une architecture du bien commun signifie interroger l'objet architectural en privilégiant les conditions sociales de son édification, l'usage, l'attachement aux lieux ou encore les pratiques spatiales qui lui sont spécifiques. À ce titre, les communautés de l'Atlas et du Sahara marocains représentent une source d'inspirations pour une réflexion sur la durabilité des constructions contemporaines. Dans les oasis, ou encore les greniers collectifs, incarnations du bien commun, c'est le savoir-faire d'une démocratie collective locale qui se manifeste. Témoins de la capacité humaine à constituer un environnement viable malgré des contraintes climatiques extrêmes, l'architecture y est pensée telle un objet intégré à son environnement, où se lie étroitement agriculture et construction autour de la pierre, de la terre et des végétaux les plus résistants.

En s'appuyant sur de multiples expériences de chantier menées au Maroc, et largement relatées dans cet ouvrage, Salima Naji montre qu'il est possible de dépasser la pure esthétique de l'héritage, qui oppose de façon stérile tradition et modernité, afin d'interroger plutôt son capital de résilience: une dynamique constante d'adaptation qu'il faut réactiver pour sortir des logiques globales et nocives dont l'omniprésence actuelle du béton est l'expression la plus évidente. Comme le travail de l'auteur le prouve, il est possible, en multipliant les projets intégratifs et participatifs, de réinvestir les techniques dites «vernaculaires» en créant des filières constructives au profit d'un véritable développement soutenable.

Image: d'après une photographie de 

SALIMA NAJI

POUR UNE ÉTHIQUE DE LA PRÉSERVATION

ARCHITECTURES DU BIEN COMMUN



SALIMA NAJI

ARCHITECTURES DU BIEN COMMUN

MētisPresses

MētisPresses
vuesDensembleEssais

Salima Naji est architecte DPLG de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La-Villette et docteure en anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Engagée dans de nombreux projets de protection du patrimoine oasien, elle fonde son agence au Maroc en 2004 afin de proposer une alternative constructive privilégiant les technologies des matériaux premiers et biosourcés dans une démarche d'innovation respectueuse de l'environnement.

Sa pratique est doublée d'une activité scientifique dans de nombreux programmes de recherche action internationaux qui interrogent la durabilité et la relation profonde entre les sociétés et leur environnement. Elle est membre du comité scientifique du Musée berbère du Jardin Majorelle depuis 2011 et développe une importante réflexion sur la médiation culturelle et la transmission du patrimoine. Chevalier des Arts et des Lettres (2017), elle a publié de nombreux ouvrages d'architecture, parmi lesquels *Art et architectures berbères* (2001), *Portes du Sud marocain* (2003), *Greniers collectifs de l'Atlas* (2006) et *Le Ksar d'Assa. Sauvegarde d'un port du Maroc saharien* (2013).

Défendre une architecture du bien commun signifie interroger l'objet architectural en privilégiant les conditions sociales de son édification, l'usage, l'attachement aux lieux ou encore les pratiques spatiales qui lui sont spécifiques. À ce titre, les communautés de l'Atlas et du Sahara marocains représentent une source d'inspirations pour une réflexion sur la durabilité des constructions contemporaines. Dans les oasis, ou encore les greniers collectifs, incarnations du bien commun, c'est le savoir-faire d'une démocratie collective locale qui se manifeste. Témoins de la capacité humaine à constituer un environnement viable malgré des contraintes climatiques extrêmes, l'architecture y est pensée telle un objet intégré à son environnement, où se lient étroitement agriculture et construction autour de la pierre, de la terre et des végétaux les plus résistants.

En s'appuyant sur de multiples expériences de chantier menées au Maroc, et largement relatées dans cet ouvrage, Salima Naji montre qu'il est possible de dépasser la pure esthétique de l'héritage, qui oppose de façon stérile tradition et modernité, afin d'interroger plutôt son capital de résilience: une dynamique constante d'adaptation qu'il faut réactiver pour sortir des logiques globales et nocives dont l'omniprésence actuelle du béton est l'expression la plus évidente. Comme le travail de l'auteur le prouve, il est possible, en multipliant les projets intégratifs et participatifs, de réinvestir les techniques dites «vernaculaires» en recréant des filières constructives au profit d'un véritable développement soutenable.

Image: d'après une photographie de ...

SALIMA NAJI

ARCHITECTURES DU BIEN COMMUN

MétisPresses

SALIMA NAJI

POUR UNE ÉTHIQUE DE LA PRÉSERVATION

ARCHITECTURES DU BIEN COMMUN

MétisPresses

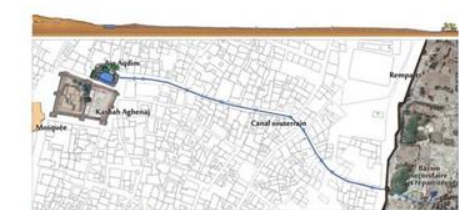


Projet: Grenier Id Aissa
Lieu: AMTOUDI (Province de Guelmim-Oued Noun)
Client: Prins Claus & GHF Association Gardiens de la mémoire
Année: 2015-16
Superficie: 1998 m²
Coût: 20 000 \$ (pour les 2 sites)

Projet: Grenier de Aguellouy
Lieu: AMTOUDI
Client: Prins Claus & GHF Association Gardiens de la mémoire
Année: 2015-16
Superficie: 318 m²
Coût: 20 000 \$ (pour les 2 sites)

Projet: Musée CIP
Lieu: TIZNIT (Province de Tiznit)
Client: Ministère de l'Intérieur
Année: 2013-
Superficie: 1481 m²
Coût: 7 000 000 dhs (coût approximatif)

Projet: Ain Zerka
Lieu: TIZNIT
Client: Holding Al Omrane
Année: 2014-15
Superficie: 2062 m²
Coût: 4 111 702 dhs





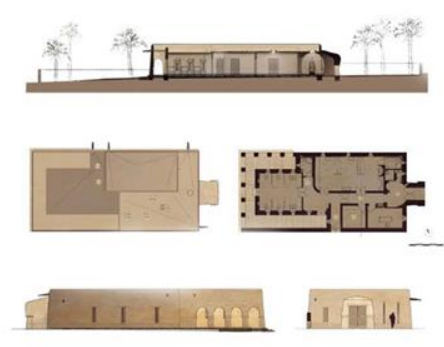
Projet: Centre culturel en PIERRE
 Lieu: AIT OUABELLI (Province de Tata)
 Client: INDH Province de Tata
 Année: 2016-18
 Superficie: 362 m²
 Coût: 1 141 889 dhs



Projet: Centre des Archives
 Lieu: TIZMIT
 Client: Ministère de l'Intérieur
 Année: 2013-16
 Superficie: 722 m²
 Coût: 3 500 000 dhs

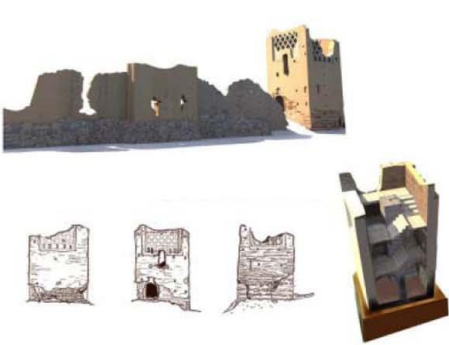


Projet: Unité de production du figuiers de Barbarie
 Lieu: RAHMA FOJJA (Province de Guelmim Oued Noun)
 Client: APDPS
 Année: 2018
 Superficie: 265 m²
 Coût: 552 000 dhs



Projet: Maternité
 Lieu: TISSINT (Province de Tata)
 Client: Province de Tata INDH
 Année: 2016-15
 Superficie: 262 m²
 Coût: 985 272 dhs





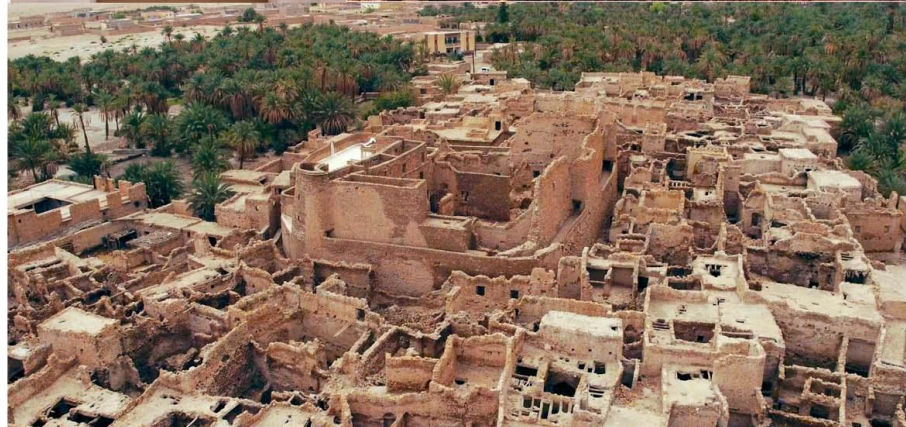
Projet: Minaret de Sidi Abdellah Ou Mbark : restitution, fouilles archéologiques
 Lieu: AKKA (Province de Tafila)
 Client: CICS CEE & Ministère de la culture
 Année: 2012-14.
 Superficie: 1998 m²
 Coût: 500 000 dhs

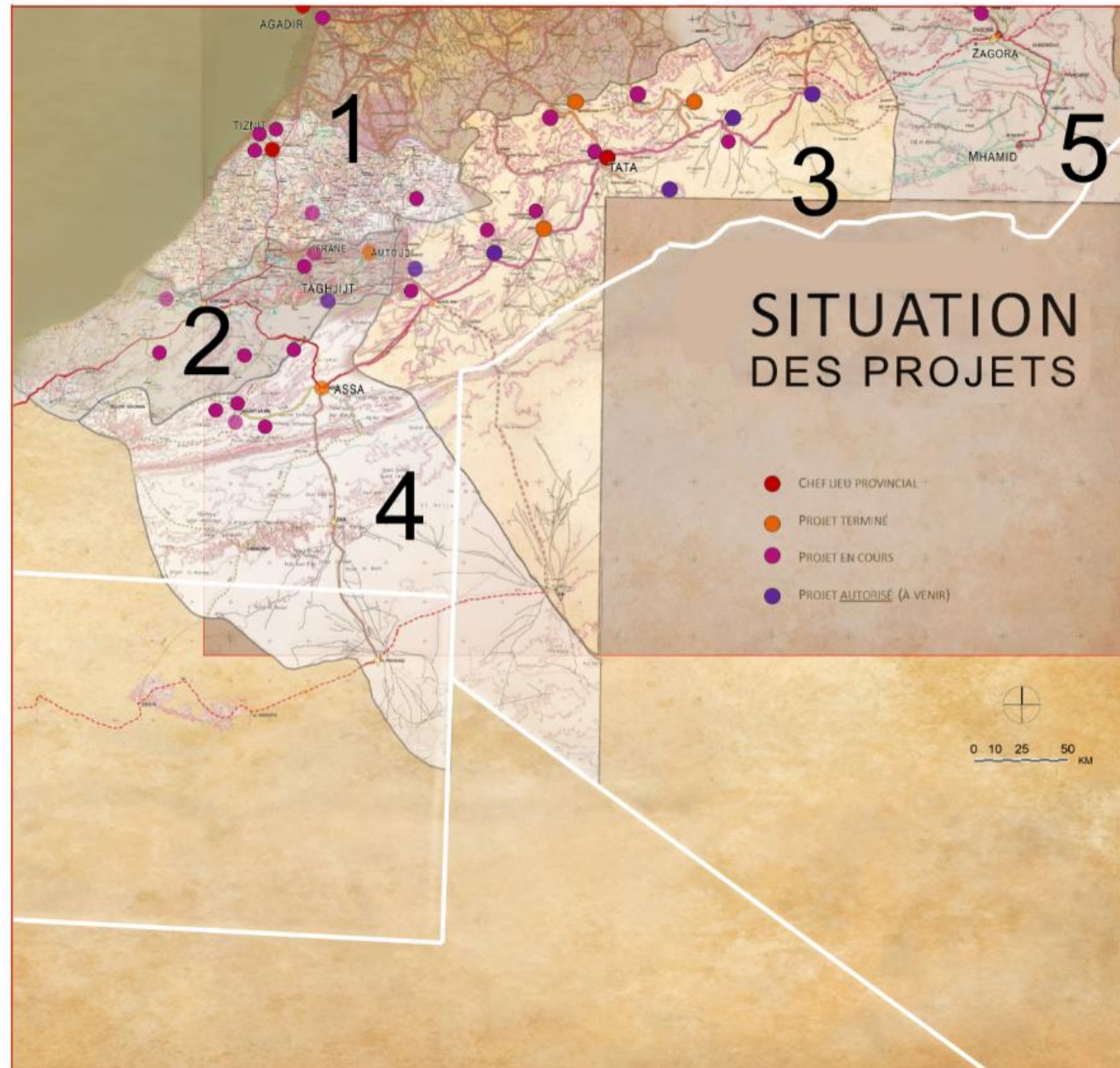


Projet: Restauration du Grenier de Ait Kin
 Lieu: AIT KIN (Province de Tafila)
 Client: Fonds des ambassadeurs américains
 Année: 2012
 Superficie: 2025 m²
 Coût: 130 000 dhs



Projet: Réhabilitation du Ksar, restitution du grenier, restauration de la mosquée, requalification des abords
 Lieu: TISKMOUDINE (Province de Tafila)
 Client: ADOPS POS
 Année: 2015-16
 Superficie: 4 hectares
 Coût: 1 189 000 dhs





1. Province de Tiznit
2. Province de Guelmim
3. Province de Tata
4. Province de Assa-Zag
5. Province de Zagora

Introduction/ L'architecture comme préservation du bien commun ?	7
1 / La non-confiance culturelle	
« Islah » et « tarmim » comme instruments de destruction au nom du sauvetage patrimonial	21
2 / Sauvetage des <i>igudar</i>, greniers collectifs de l'Atlas	
Naissance d'une démarche participative autour de communs, 2001-2018	77
3 / Histoires de chantier	
De la communauté à la puissance publique, un processus d'étatisation des greniers collectifs	93
4 / Urbanisme et espaces publics	
Des collectifs en pleine mutation	133
5 / Pour une architecture écoresponsable au Maroc	
Réinterpréter les formes et les usages issus de la tradition pour recréer une continuité interrompue	183
Conclusion	215
Bibliographie	225
Lexique	231
Remerciements et crédits	237

L'architecture comme préservation du bien commun ?

En ces temps d'inégalités croissantes, l'architecte est de plus en plus tiraillé entre deux voies: se tourner vers l'ostentatoire, source de prestige et de revenus confortables ou bien défendre, au contraire, ce qui contribue à fabriquer le bien commun; permettre une production architecturale de la juste mesure, souvent modeste, tournée vers les autres. La tentation de l'enclosure architecturale – du bâtiment spectaculaire au profit d'un tout petit nombre d'individus dans un territoire fermé aux indésirables – est hélas une constante de l'exercice de notre métier.

Défendre l'architecture comme bien commun signifie tout au contraire interroger le bâtiment, mais aussi les conditions sociales de son édification, les pratiques spatiales, l'usage social, l'attachement au lieu.

Au-delà du geste technique, tout bâtiment doit donc être replacé dans son contexte territorial, social et environnemental. Se posent alors des questions bien plus profondes que celles du prestige et de la performance esthétique: celles de la pérennité de la qualité du vivre-ensemble dans la durée. En effet, l'objet architectural ne devrait être pensé que dans un temps long et dans un contexte social ouvert, afin de mieux cerner son empreinte et le champ des possibles qu'il génère.

CŒUR DU GRENIER
DES ID ISSA D'AMTQDI
ÉVIDÉ DANS LE ROCHER
POUR EN RETIRER LA
PIERRE QUI FAÇONNERA
LE CHEMIN D'ACCÈS ET
LA CONSTRUCTION DES
CASES. © SALIMA NAJIL,
DORÉNAVANT ID S. N.



Toute action individuelle a des répercussions collectives et le choix de privilégier certains matériaux, dans certains lieux, pour tels ou tels usages, impacte ainsi automatiquement tous les équilibres environnementaux, territoriaux et sociaux.

Pour moi qui suis basée dans le Sud marocain depuis une quinzaine d'années, où j'expérimente diverses stratégies de préservation des écosystèmes, des paysages par l'architecture, et ce dans le cadre contraignant de l'exercice légal de l'architecture au Maroc, l'oasis apparaît comme un lieu privilégié d'observation mais aussi d'action. L'architecture, le plus souvent collective, englobe à la fois l'habitation et la gestion des ressources: elle a, historiquement, œuvré pour la préservation du bien commun. Longtemps cette entité a en effet signifié une capacité à faire face collectivement à la contrainte.

Les conditions techniques et environnementales ont imposé un effort collectif pour pouvoir construire un vivre-ensemble résilient. La demeure comme le jardin ne pouvaient être pérennes qu'accolés à d'autres demeures et à d'autres jardins, donnant une situation d'urbanisme singulière: celle d'une grande densité au milieu de l'immensité désertique. L'humanité apparaissait alors comme agglomérée à la lisière d'un monde



CORVÉE D'EAU
DES FEMMES DES
IDAWU KENSSOUS,
SOURCES DE TAGMOUT
N'YAADOUR, ©FRÉDÉ
GHARROUTTI



inhabitable; elle avait réussi le pari de la sédentarité au milieu de territoires nomades. Elle avait su organiser la gestion de la rareté de l'eau, articulant plantes et bâtiments pour faire face aux excès climatiques: la chaleur estivale et le froid hivernal.

L'oasis donne une leçon de résilience collective où bâtisseur et cultivateur ne font qu'un. Pour autant, les oasis ne constituent aucunement des isolats mais sont intégrées dans de vastes réseaux commerciaux où circulent des personnes, des marchandises, des savoir-faire, liant, depuis des millénaires, Afrique, Europe et Asie.

Or, aujourd'hui, cet habitat agonise

Technologies et institutions oasiennes ont été disqualifiées par le discours sur la modernité imposé par les autorités coloniales puis par les nouveaux États indépendants. Architectes, ingénieurs, aménageurs ont alors démultiplié les projets en s'opposant à toute conservation patrimoniale au profit de modernisateurs pressés.

Devant l'effondrement de l'habiter oasien, que faire? Accepter son inéluctable disparition sous nos yeux comme une nécessaire étape historique de «modernisation»? Mais pourquoi? Ce discours sur l'inévitable, n'est-il pas un discours idéologique visant à déresponsabiliser les décideurs? Pourquoi un mode de vie établi sur l'adaptation aux contraintes depuis des millénaires devrait-il soudainement disparaître? Quels choix ont-ils été réalisés? Ne peut-il pas à nouveau se réadapter? Ne faudrait-il pas interroger d'autres éléments pour comprendre le besoin de certains de vouloir liquider ces legs complexes: le déni de démocratie, le déni de culture? Ces sociétés n'ont-elles pas subi une série de chocs: colonisation, croissance démographique, favorisant l'affirmation d'une nouvelle élite politico-administrative aux visées divergentes?

Car, au-delà des paysages, se pose la question de la dynamique complète d'une société. La prétendue demande

GRAND BASSIN NATUREL
DE RÉTENTION SUR L'OUED
AKKA AU CŒUR DE LA
PALMIÈRE, ©FRÉDÉ
GHARROUTTI





individuelle ne dissimule-t-elle pas des rapports de domination qui visent à empêcher toute capacité collective à construire un bien-être partagé ?

Les nouveaux décideurs, généralement exogènes, rompus à l'idéologie de la modernité, désireux, le plus souvent, d'organiser une nouvelle dynamique de rente, viennent empêcher toute définition collective d'un quelconque bien-être des communautés oasiennes. Les questions de la gestion locale des décisions comme des deniers publics seront évoquées en détail, pour saisir ce qu'il en est des conditions d'émergence de cette nouvelle architecture.

Derrière l'ordonnancement historique du bâti mais aussi du végétal, se cache un faire ensemble, une transmission de savoir-faire, un souci du collectif, une crainte de l'aléa. Or, comment transmettre ces legs ? Comment transmettre ces savoirs accumulés sur des siècles par une longue réflexion sur l'adaptation, sur l'économie des moyens, alors qu'aujourd'hui les propagandistes de la modernité s'émancipent du

commun à grand renfort de technologies exogènes et d'énergies fossiles ? Comment inverser une tendance lorsque l'achat de la paix sociale passe par l'autorisation de constructions hâtives, d'habitations pauvres pour les pauvres, d'un nivellement par le bas des modèles constructifs ? Comment proposer un espace public de qualité, lorsque les espaces publics historiques sont laissés à l'abandon ou accaparés par les plus opportunistes ? Comment faire perdurer un habitat résilient dans un contexte de destruction massive du bâti historique et de mépris profond des modèles constructifs dits « traditionnels » ?

Pourtant, il existe une autre voie, celle de l'arène constructive. Devenir un maillon de la chaîne productive pour proposer et défendre un autre faire ensemble. L'inéluctable se révèle alors n'être que le produit de forces convergentes soucieuses de normaliser et de figer le bâti, au nom d'une prétendue modernité. Cette modernité peut revêtir le manteau occidental,

PORTE COLLECTIVE
DU QASR D'AGADIR
OUZOU APRÈS SA
RÉSTITUTION, ©FRÉDÉ
GHARROTTI, 2013.



oriental, techniciste ou encore religieux, elle n'est jamais qu'une coquille vide, venue effacer ce qui l'avait précédée pour en extraire une rente. Chacun de ces acteurs apparaît comme développant un discours sur l'architecture autochtone pour mieux asseoir son propre pouvoir, économique ou politique, la prétendue modernité restant surtout inspirée par la possibilité de détourner une plus-value à court terme.

LA TRIBU DES AIT ATTA,
DONT L'ORIGINE REMONTE
AU 10^e s., SE RÉCLAME
D'UN PERSONNAGE
DE LÉGENDE, DADA ATTA.
APRÈS DE SA TOMBE
A LIEU CHAQUE ANNÉE
LE RASSEMBLEMENT
D'UN LAGH, AU SUO DE
TACOUNT, DRAA, ©FRÉDÉ
GHARROTTI, 2013.

Construire un nouvel horizon de dignité

Il est devenu de plus en plus urgent de proposer une voie nouvelle qui articule préservation et amélioration des conditions de vie. Ceci passe d'abord par une reconnaissance de la qualité des héritages matériels et immatériels, projetés dans ce qui pourrait s'appeler un horizon de dignité : la dignité d'habiter. La clef en est la qualité architecturale de projets



MOUSSEM DES
FEMMES AISSAWA DU
TAMANART. ©FRÉDÉ
GHIRARDOTTI, 2013.

traduisant une vraie réflexion sur l'espace public et le confort individuel, et, dans le même temps, la mobilisation des ressources existantes, en adaptant les compétences locales héritées aux besoins contemporains. Il ne s'agit pas de nier la dynamique de modernité mais plutôt de proposer une correction de cette modernité avant de définir les conditions d'une nouvelle régulation. Une logique de prudence, de réemploi, de *low-tech* ou de décroissance ne signifie pas repli ou recul social. En effet, nul ne remet en cause la nécessité de disposer de systèmes éducatifs ou de systèmes de santé à même de faire circuler des savoirs permettant l'amélioration des conditions de vie. Cependant, la mesure quantitative, l'obsession pour la monnaie comme seul étalon quantitatif, les programmes de «développement» basés sur la seule manne financière, viennent occulter des réalités plus complexes et peuvent se traduire *in fine* par de véritables catastrophes à la fois sociales et environnementales. L'architecte est lui-même l'un des principaux maillons du déploiement de cette «modernité» à grand renfort de normes, de «nouveaux» matériaux, de commandes onéreuses garantissant des honoraires confortables. Son hubris est même entretenue par le goût pour la distinction. Il rêve

de proposer un changement social qui serait à la hauteur de cette démesure: bâtir des villes, des bâtiments publics, dans le charme discret d'une commande grandiloquente qui veut penser un futur techniciste radieux trop souvent dystopique. Malheureusement, cette démesure se heurte à un principe de réalité: la réalité des inégalités sociales croissantes, des conditions d'habiter dégradées, et une nécessité constante de convoquer des ressources écologiques supplémentaires, sans garantie d'améliorer les conditions de vie des habitants sur la durée. Il est donc indispensable de penser les matériaux et l'architecture selon une approche systémique. Tout matériau a un coût environnemental lors de sa production, de sa mise en œuvre mais aussi de son entretien et surtout de sa destruction.

Les utopies urbaines qui ont dominé le 20^e siècle — et qui sont toujours dominantes au 21^e siècle — induisent une pollution atmosphérique continue, qu'elle soit concentrée autour des grandes cimenteries et aciéries ou dans l'habitat lui-même (coût croissant de climatisation ou autre prothèse de complément)¹. De même, tout dispositif architectural implique un usage spécifique; or, la grandiloquence des projets induit un effet de sélection au profit bien souvent des plus fortunés et aux dépens des plus démunis (habitant bien souvent les lieux en question).

Il semble donc nécessaire de faire un pas de côté et de sortir des schémas habituels en remettant en question les paradigmes qui structurent tout projet architectural.

Premièrement, abandonner la distinction stérile entre tradition et modernité, le plus souvent convoquée par les propagandistes dans des rapports de domination coloniaux et post-coloniaux, afin de pouvoir imposer à des sociétés très différentes, des normes occidentales construites dans des contextes bien particuliers. Il s'agit plutôt de s'interroger sur le continuum des processus de production et des pratiques constructives notamment, afin de mieux comprendre comment toute innovation est adaptée, appropriée,



CHANTS DE LALLA
KELLUJ. ©FRÉDÉ
GHIRARDOTTI, 2013.



CHEMIN DE RONDE
DU GRENIER
DE TIGHNOUDINE,
de MEHDI BENSSID, 2016.

et vient finalement s'insérer dans un système technique complexe. Par ailleurs, il faut aussi réfléchir à la question des paléo-innovations, ces innovations issues du passé, désormais minorées mais pouvant se révéler extrêmement efficaces dans des contextes particuliers de forte contrainte, qu'elle soit économique, sociale ou environnementale.

Deuxièmement, élargir la notion de patrimoine en prenant très au sérieux le principe du legs et de sa transmission dans sa globalité. Le désir de protection et d'intervention des pouvoirs publics au Maroc a fortement limité la notion de patrimoine à sa dimension esthétique et historique en privilégiant des chefs-d'œuvre architecturaux. Cependant, cette réduction du patrimoine à des critères artistiques a occulté pendant trop longtemps la question des rapports entretenus avec les autres formes du vivant et finalement tous les principes de co-évolution dans un environnement lui-même en mutation. De même, l'architectonique est rarement convoquée :

un procédé constructif usant de matériaux spécifiques produit des formes qu'aucune mise en œuvre en béton armé ne reproduira jamais. L'héritage est une question complexe interrogeant finalement sans cesse et imposant des arbitrages qu'il faut opérer pour transmettre certaines valeurs aux générations futures. Or, pour l'architecture ou l'urbanisme, réduire cela à un processus esthétique, à de l'exotisme, au profit d'un visiteur marginal et extérieur, vient empêcher la mobilisation de ces legs complexes : est d'abord évacuée cette notion si riche de palimpseste d'un territoire qui vient désigner les liens entre architecture et environnement sur la durée ; mais aussi et surtout ces dynamiques mémorielles d'organisation collective héritées qui ont façonné ces territoires.

L'esthétisation du patrimoine produit une sorte de *memento mori*, faisant des bâtiments historiques autant de cénotaphes, aux dépens des communautés vivantes, qui ont transmis, génération par génération, des lieux, des techniques, un être au monde spécifique.

Troisièmement, penser l'architecture comme un objet intégré à son environnement, du fait de son impact écologique, social et territorial. L'objet architectural peut être facilement considéré comme une abstraction réalisée



LA RESTAURATION DES
CHARPENTES SE FAIT
TRÈS RÉGULIÈREMENT
EN FONCTION DE L'USURE
DES BOIS OU DES STIPE
DE PALMIER, GRENIER
D'AGUELOU, 2004, R.S.N.

sur un territoire dont il vient améliorer les performances. Cependant, cette conception tend à «artificialiser» la relation à l'environnement et occulter toutes les dynamiques possibles d'interaction éco-systémiques entre l'architecture et le milieu biophysique. Ainsi, l'architecture est fille de l'agriculture: les potentialités contenues dans la première ne pouvant être réalisées qu'au regard des performances de la seconde. Matériaux biosourcés mais aussi techniques et objets garantissent une continuité entre ces deux activités qui ont produit les conditions possibles de la sédentarité, de l'ancrage des sociétés dans un temps long sur des territoires restreints.

Une certaine modernité soutient trop souvent la grandeur d'architectures fonctionnelles pour mieux ignorer le végétal. Verre, acier et béton assureraient l'émancipation des architectures de leur environnement. Leur inertie leur permettrait de résister aux assauts du végétal, garantissant là le triomphe définitif du minéral. N'est-ce pas là un leurre puisque pour exister et fonctionner, ces architectures supposent la mobilisation de ressources végétales colossales, ne serait-ce que pour nourrir les ouvriers et les usagers futurs? Il s'agit donc aujourd'hui de retisser les liens historiques entre les activités humaines en lien avec le végétal et l'architecture non pas en termes d'ornement mais bien en termes de co-construction territoriale. Enfin, il convient d'articuler véritablement réflexion et action. En effet, toute analyse ne peut se faire que dans un processus d'actions permettant de mieux comprendre la complexité des processus à l'œuvre. La pensée architecturale se construit avant tout à partir du chantier.

Ce dernier est le nœud des interactions où se tendent les rapports sociaux autour d'un objet concret. À partir de là, la pensée quitte la seule sphère de l'abstraction, voire du virtuel dans un monde de plus en plus dominé par le fétichisme de l'image, pour se confronter à la réalité. Il est alors possible de mesurer le hiatus entre une pensée codifiée par le biais de logiciens et les alternatives techniques possibles proposées dans la co-construction du projet avec l'ensemble des parties prenantes et surtout les artisans. Les savoirs ne sont plus dès lors disjoints des savoir-faire mais bien liés dans une même dynamique continue d'enrichissement mutuel.

Édifier pour des classes très privilégiées, répondre à un programme eseu-
lé d'une fondation internationale prestigieuse qui échappera au circuit

des autorisations... cela n'a aucun autre impact que le contentement narcissique et, souvent, le renforcement des inégalités. En revanche, convaincre les administrations de changer la loi et son application réclame un double plaidoyer, l'un à l'échelle nationale, l'autre sur le terrain en démultipliant les projets dans le cadre légal. Par cette démultiplication des projets, il est possible de réinvestir les techniques dites «vernaculaires» en recréant des filières constructives au profit d'un vrai développement soutenable.

Le premier chapitre du présent ouvrage interroge ainsi la relation aux legs architecturaux au prisme de la confiance culturelle dans un cadre post-colonial. Nous revenons sur les discours énoncés sur les architectures dites vernaculaires depuis le temps colonial comme processus de délégitimation des ordres hérités afin d'imposer des rapports de domination nouveaux. Ceci pour sortir de la distinction artificielle entre tradition et modernité, le plus souvent convoquée dans des rapports de domination coloniaux ou post-coloniaux afin de pouvoir imposer à des sociétés très différentes, des normes occidentales construites dans des contextes bien particuliers. Élargir le spectre et penser l'architecture dans sa globalité comme un objet intégré à son environnement, sans négliger son impact écologique, social ou territorial.

C'est pour cela que le second chapitre propose une réflexion sur la production collective de l'architecture dans des logiques de collecte et de résilience et interroge les relations étroites avec les sociétés agraires dont elle est issue.

Il s'agira de développer, illustrer et compléter le propos par l'exemple, autour de cas très concrets: de chantiers conduits sur la durée en tant qu'architecte-anthropologue. L'objectif n'est pas de s'appuyer sur un cas unique qui fait sens mais de démontrer comment, avec méthode et conviction, il est possible d'instituer, progressivement, le changement social dans une région tout entière. Car ce type d'actions, holistiques, convoque le débat sur l'urbanisme et la place des architectures historiques dans les nouvelles pratiques urbaines de sociétés qui se sont largement enrichies. Dans le troisième chapitre, nous voudrions ainsi interroger l'attachement des personnes aux espaces hérités mais aussi la question de la qualité des

espaces publics produits dans cette nouvelle approche du projet, plus près des personnes. Ce type de restauration orchestrée par les communautés elles-mêmes s'inscrit dans la continuité de modes opératoires historiques, sur le plan technique comme sur le plan social.

En s'appuyant sur des exemples oasiens, il est possible de corriger une certaine idée de la « modernité » afin de définir les conditions d'une nouvelle régulation de la production architecturale dans un contexte de forte contrainte environnementale. Dépasser l'esthétique de l'héritage et interroger plutôt son capital de résilience. C'est cette dynamique constante de l'adaptation qui est en souffrance aujourd'hui et qu'il faut réactiver pour sortir du tout-béton destructeur des potentiels environnementaux et sociétaux.

Le quatrième et dernier chapitre s'ouvre donc sur les possibilités offertes par les techniques locales pour produire une architecture contemporaine résiliente à partir de multiples expériences modestes mais innovantes, dont le cumul permet d'entreprendre un basculement dans l'ordre de la production architecturale.

Car il est toujours temps d'agir.

¹ Un groupe de mères de famille visitant l'un de mes chantiers en pierre: « Nous avons construit notre maison en béton sans savoir qu'on pouvait faire ce que tu as réalisé ici en pierre. Résultat: il y fait trop chaud l'été, si froid et humide l'hiver. Maintenant, nous n'avons plus d'argent pour revenir en arrière. Mais si c'était à refaire, nous choisirions ta solution. Nous avons été obligés d'acheter le climatiseur pour corriger. L'été, nous quittons la maison. [...] ».

LA NON-CONFiance CULTURELLE

« Islah » et « tarmim » comme instruments de destruction
au nom du sauvetage patrimonial

Sous les coulées de lave de l'urbanisation contemporaine survit un patrimoine territorial d'une extrême richesse, prêt à une nouvelle fécondation pour de nouveaux acteurs sociaux capables d'en prendre soin: processus déjà en voie d'émergence, surtout là où l'écart entre la qualité de vie et la croissance économique est le plus flagrant. C'est dans une telle rencontre entre patrimoine et énergies novatrices, c'est dans une culture de la valorisation des ressources du milieu par ses habitants que réside la clef stratégique d'un développement soutenable et non dans quelque prothèse technique supplémentaire.

Alberto Magnaqhi

L'architecture au Maroc: du traumatisme colonial à l'enjeu identitaire

Au Maroc, la production de l'architecture concentre des tensions historiques pas encore dépassées. L'architecture est au croisement d'une logique de ressources disponibles, de compétences techniques et de besoins clairement identifiés, mais aussi d'un impensé fruit d'un vieux rapport de force idéologique toujours présent. La colonisation a, en effet, favorisé une torsion des représentations en liant modernité à européenité, faisant des pratiques locales un patrimoine à préserver mais en l'excluant alors de toute «modernité». En créant cette catégorie nouvelle – tout ce qui appartiendrait au vernaculaire serait exclu du progrès – les pratiques



TIGUEMMI MOQRN DU
TADERWALT PENDANT
SA RESTAURATION.
© DAVID GEURK.

derne signifie se tourner vers des formes et des matériaux nouveaux, tourner le dos à tout ce qui proviendrait du passé. Pour eux, l'idée de progrès implique un changement mais uniquement des apparences.

Ce sont à la fois les formes, les techniques, les matériaux et les mises en œuvre qui ont très tôt été marquées, soit du sceau de l'archaïsme, soit limitées à des logiques décoratives de second œuvre, toujours ostentatoires. Dès lors, se pose la question: les communautés productrices de l'architecture vernaculaire au Maroc peuvent-elles s'approprier un registre qui a été déprécié par un pouvoir exogène désireux de justifier sa domination?

Il semble donc important ici d'analyser pourquoi l'héritage commun – ce qui a lié les communautés autour d'un faire architectural – est aujourd'hui autant fragilisé, pour ne pas dire rejeté. Pourquoi les pouvoirs publics et les individus ont tant de mal à utiliser ou à accepter les procédés de

locales ont été artificiellement opposées à toute possibilité de renouveau. Or c'est cette idée qui perdure presque un siècle plus tard et qui tend toujours à déconsidérer les pratiques constructives locales. La construction avec les matériaux locaux est associée à l'idée de pauvreté, ou à une survivance du passé: parce que beaucoup être mo-

l'architecture vernaculaire. Pour cela, il est nécessaire de décomposer les étapes historiques qui ont sédimenté au Maroc les représentations autour des matériaux locaux. En effet, l'art de bâtir s'est constitué en chaque lieu sur le principe d'une architecture de collecte. Les matériaux locaux ont été mobilisés par défaut du fait des coûts extrêmement élevés de transport de matériaux exogènes. Historiquement l'absence de rivières navigables et le



SALLE AUX ABLUTIONS DE
LA MOSQUÉE (DISPARUE)
DE TINZOULÈNE. © FRÉDÉRIC
GHIRARDOTTI.

relief accidenté limitaient très fortement le transport des matériaux lourds sur de longues distances. Il était difficile par le passé de bénéficier par exemple de poutres aux portées plus importantes que celles constituées par les arbres locaux¹. Ce rapport technique a été doublé d'un rapport idéologique sur la modernité qui peut être résumé à la capacité des sociétés à mobiliser des matériaux nouveaux, produits industriellement à des distances de plus en plus lointaines du lieu de construction.

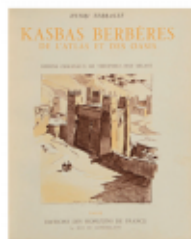
Comment cette représentation négative traverse-t-elle encore notre contemporanéité? Comment a-t-elle pu façonner des générations d'administrateurs et d'usagers capables finalement de ne reproduire que des schémas simplistes transposés depuis les villes?

L'injonction patrimoniale coloniale:
attester du rapport de domination

Le protectorat français a enfermé l'architecture marocaine dans une vision patrimoniale obsédée de pittoresque; la volonté conservatoire est très vite promulguée pour les médinas. Elle est également issue d'une conscience et d'une sensibilité appartenant à une époque fascinée par l'Histoire. Pétrie de culture classique, la première génération d'officiers et d'administrateurs français qui est à l'œuvre au Maroc, dès 1912, a une vision de l'histoire quelque peu spéculaire, laquelle éclaire leur politique patrimoniale:

En parcourant les souks de Fès, [ils ont le sentiment de découvrir] presque sans changement la capitale minutieusement décrite par Léon l'Africain, dans les premières années du 16^e siècle. Et l'on y retrouve sans effort, déchuées mais non disparues, les institutions d'une ville qui semble s'être endormie depuis l'époque des Mérinides. (MONTAGNE 1986: 34)

Les célèbres *Paroles d'action* du maréchal Lyautey retracent ainsi la position coloniale face aux chefs-d'œuvre en péril recensés à la conquête du Maroc dit «utile», classés et déclarés souvent d'utilité publique, pour les soustraire à toute destruction ou dépeçage. Ces hommes, issus de l'Instruction publique ou de Saint-Cyr, se sentent investis de la mission de sauver de l'oubli une culture méconnue, menacée par l'extension du «progrès». Louis



Châtelain (1883-1950), premier directeur des Antiquités au Maroc, va installer son service sur le site romain de Volubilis en 1918, avant de le transférer dix ans plus tard à Rabat, la capitale. La direction générale des Beaux-Arts et des Antiquités de la Résidence générale du Protectorat intégrera alors les départements des Antiquités préislamiques, des Monuments historiques et des Palais impériaux, dans une action d'inventaire, de sauvegarde ou de mise en valeur patrimoniale à des fins culturelles mais aussi touristiques, toujours à destination des Européens.

Cette période intense de défrichage du passé est inaugurale : cette génération, qui s'attache aux traces tangibles du passé, qui

soulève les couches de terre pour en comprendre la constitution, interprète chaque monument, anticipe sur les découvertes, lance de nombreux chantiers archéologiques et de restauration. Cette vision intégrait les notions qui avaient cours alors en France, celle notamment de Monument historique, mais également les convictions d'urbanistes d'avant-garde, qui n'hésitèrent pas à créer des zones de protection élargie (RIVET 1988). Il y eut chez ces administrateurs, d'un côté la volonté de créer des villes modernes, et d'un autre, le refus de toucher à une entité historique ancienne. Lyautey et son équipe mirent ainsi en place à la fois des règlements, des services, et des missions pour empêcher les « désastres » ou autres « profanations et sacrilèges » qui auraient « défiguré » le Maroc des villes impériales.

Cependant, il convient *a posteriori* de reconsidérer ce discours et de débusquer ce qu'il porte d'ambiguïté. Car ce ne sont pas seulement les quartiers qui sont architecturalement distingués, ce sont aussi les habitants qui doivent être clairement séparés. Dans cette vision « protectrice », les villes historiques doivent abriter les populations marocaines, indigènes, alors que les villes nouvellement créées sont exclusivement dédiées aux colons

LES PRINCIPALES
REFERENCES
COLONIALES SUR CE
PATRIMOINE SONT
ABONDAMMENT
ILLUSTREES.
VOIR JEAN ROBICHEZ,
MAROC CENTRAL,
ARTHAUD, 1946; JACQUES
FELZE ET TH.-J. DELAYE,
AU MAROC INCONNU
DANS LE HAUT ATLAS
ET LE SUD MAROCAIN,
ARTHAUD, 1935;
MONTAGNE 1930;
TERRASSE 1938.

européens. Il s'agit donc d'une politique de ségrégation mise en scène à travers l'architecture (JELIDI 2012 : 57-88). Les murailles historiques des cités marocaines sont préservées et doublées d'un vaste boulevard afin de permettre de créer une véritable coupure dans la ville, frontière paysagère entre deux mondes, l'Europe et le Maroc, la modernité et l'archaïsme, justifiant alors la logique du protectorat éducateur. Droit des races supérieures sur les races inférieures, pour reprendre les termes de Jules Ferry en 1885...

Dès lors s'organisent deux villes en miroir. Les villes nouvelles sont dotées de « tout le confort moderne », hygiéniste : toutes les qualités requises pour être dignes d'un nouvel Eldorado européen, la fameuse « Californie africaine » appelée de ses vœux par le résident général. Les ingénieurs, urbanistes, architectes et paysagistes, convoqués par l'autorité œuvrèrent avec beaucoup de professionnalisme et imaginèrent des développements harmonieux, habilement dessinés en fonction de l'héritage historique et du potentiel du site. En revanche, la ville historique, la médina, correspond à la zone indigène telle que les étrangers la découvrirent, fascinés, au début du 20^e siècle. Elle leur apparut comme une entité difficile à découper, impossible à « moderniser », à assainir, à rendre viable, sans destruction. Ayant l'amer souvenir des « mutilations » subies par les bâtiments historiques algériens, les autorités ne voulurent pas commettre d'impairs qu'ils savaient irréversibles, mais leur action de protection condamnait paradoxalement aussi ces quartiers à une densité et une insalubrité croissante. Par conséquent, les deux villes connurent des développements différenciés.

L'hybridation architecturale existe, mais elle s'inscrit surtout dans un décor de prestige faisant de la tradition marocaine avant tout un art de l'ostentatoire : stucs ciselés, zellijes colorés, bois travaillés. Alors, tel bel ouvrage gagne les beaux quartiers de la ville nouvelle. Les artisans urbains du second œuvre sont magnifiés et bénéficient immédiatement de grandes commandes d'autant plus que l'époque est à la redécouverte des Arts & Crafts avec un goût prononcé pour le style géométrique dans un nouveau style art déco. Cependant, pour le gros œuvre, il apparaît des logiques nouvelles, les bâtiments sont extravertis avec des façades ouvertes

ARCHITECTURES DU BIEN COMMUN

... /

...

Pour cela il s'agit de continuer dans la durée l'ensemble des projets et d'assurer ainsi une continuité pour permettre une masse critique à même de porter le changement social. Travailler sur des bâtiments et des espaces publics, c'est également offrir à tous – les femmes, les plus pauvres, les laissés pour compte – un cadre de vie de qualité.

Conclusion

¹ Les Documents Techniques Unifiés sont des normes applicables aux marchés de travaux de bâtiment en France. Établis par des commissions de normalisation, ils correspondent au Maroc à un travail effectué ou à faire auprès de l'institut de normalisation de Rabat (Centre scientifique et technique du bâtiment), une fois que sont prouvées les mises en œuvre correctes réalisées. Encore faut-il qu'elles soient réalisées... Nous avons eu la chance, dans l'ensemble de nos travaux autorisés, de bénéficier d'un accord tacite sur des normes que nous expérimentions parce qu'elles avaient fait l'objet de DTU en France et qui étaient donc acceptables à des niveaux d'autorisations de préfectures ou provinces par des ingénieurs exceptionnels, conscients des enjeux soulevés par nos projets et intéressés par ces questions de matériaux locaux. Partout ailleurs, on nous a interdit d'utiliser les matériaux locaux autrement qu'en calepinage et surtout pas comme éléments porteurs de construction.

² Le règlement de la construction dite parasismique «RPS 2000» renvoie aux règles de construction mises en place contre le risque de séisme au Maroc, territoire dangereusement placé entre les plaques tectoniques eurasienne et africaine. Le choc du tremblement de terre d'El Hoceima sur la côte méditerranéenne d'une magnitude de 6,3 degrés sur l'échelle de Richter a fait 629 morts, 926 blessés et 15 230 sans-abri (Décret n°2-02-177 du 9 hijra 1422, 22 février 2002).

³ Le séisme de 1960 à Agadir emporte plus de 15 000 victimes disparues en 15 secondes sur une magnitude de 5,9 sur l'échelle de Richter (plus du tiers de la population) et environ 25 000 blessés. Dans les plus vieux quartiers de la ville, tous les bâtiments furent détruits ou sévèrement endommagés, 95% de la population de ces zones fut ensevelie. Dans les quartiers plus récents, construits «en dur», 60 à 90% des bâtiments furent détruits ou gravement endommagés. La gravité des dégâts est attribuée au fait que la secousse avait son épicerie juste en dessous de la ville, et à la faible résistance des constructions anciennes. Or, Santa Cruz do Cabo de Aguer, l'Agadir d'antan, avait déjà été détruite en 1731 par un tremblement de terre.

⁴ L'ancien député-maire, défenseur des droits de l'Homme, Maître Abdelatif Ouammou est le premier à avoir proposé que les kasbahs historiques transformées en prisons pendant la période coloniale ou pendant les années de plomb deviennent des lieux culturels. Il s'y est employé en créant les conditions de ce programme exceptionnel dans sa ville.

Une «modernisation» sans conscience génère une architecture normalisée en béton armé qui n'hésite pas à détruire les témoins historiques d'un passé pourtant très riche. Or, ce processus n'est aucunement durable. Les solutions techniques importées et transposées sans réflexion dans des régions aux ressources limitées et marquées par des extrêmes climatiques ne viennent pas seulement proposer un modèle inadéquat mais viennent aussi marginaliser des pratiques, éteindre une mémoire et une histoire spécifiques. Il est toutefois possible de proposer une alternative en remettant les communautés au centre du processus constructif, et de rétablir ainsi la transmission entre les générations. Pour cela, il faut pouvoir refonder la dynamique sociale: la prise de contrôle de la production architecturale et urbanistique – selon des logiques individualistes, par les particuliers, et administrative, par les pouvoirs publics – ne doit pas occulter le fait que la résilience des sociétés sahariennes a été le fait de collectifs imbriqués autour de biens communs. Ces derniers sont toujours vivants sous des formes parfois dégradées ou limitées à des pratiques agricoles. Ils ont pourtant forgé, sur la durée, des identités civiques, politiques, culturelles et religieuses.

Il est nécessaire de décomposer les mécanismes à la fois idéologiques et techniques, les deux étant intimement liés, de la fabrique des architectures. Apparaît clairement une cohérence forte entre standardisation, abstraction, prééminence du logiciel et généralisation des procédés constructifs exogènes. Or, cette architecture hors-sol est associée à la modernité comme processus de transformation brutale en rupture avec les legs locaux. Ce choix, exogène, exige de se parer des atouts des métropoles

même si les questions de bien-être et de développement sont écartées. L'architecture devient alors une coquille vide, souvent invivable si elle n'est pas équipée de tous les dispositifs électriques de climatisation. Cette coupure environnementale n'est pas seulement climatique, elle est aussi sociale car elle vient attester des inégalités croissantes entre les personnes par un souci permanent de distinction sociale. La façade vient résumer l'habitat selon une nouvelle logique d'architecture extravertie. Par ailleurs, pour les bâtiments publics, la manipulation administrative des standards permet la connivence entre les professionnels aux dépens des usagers. Certains administrateurs comprennent rapidement que le contrôle des marchés publics assure des revenus complémentaires.

Affronter les semi-lettrés du «jihad architectural»

Cet opportunisme est aussi corrélé à la diffusion d'une idéologie radicale violente qui prend la forme d'un néo-islam désincarné. Ces nouvelles pratiques religieuses s'inscrivent, elles aussi, dans un individualisme forcé doublé d'un goût immodéré pour les inégalités. Cette idéologie radicale comporte un vouloir détruire, une volonté d'abolir les architectures héritées du passé, dans l'objectif simpliste de refonder et reconstruire un ordre musulman mondialisé qui n'établisse aucune référence au local (et à l'histoire). Ce qui vient donc rejoindre les phantasmes d'ingénieurs élaborés par logiciens: l'image de synthèse vient alors supplanter la réalité. La manipulation des réglementations, interprétées de la façon la plus restrictive possible, s'inscrit dans le même désir d'une orthopraxie pathologique généralisée. Il s'agit alors de transposer sans cesse les modèles exogènes, qu'ils soient architecturaux ou religieux, pour mieux contraindre le reste de la communauté. Le local est constamment dénigré car suspecté d'hérésie constructive et bien sûr religieuse. Les communautés résilientes sont présentées comme des menaces à une prétendue unité à laquelle elles doivent se plier par contrainte administrative ou religieuse. Dans un pays où le système éducatif a échoué, s'est en effet imposée la figure du semi-lettré, du diplômé sans conscience, obsédé par le respect des protocoles standards, la défense de son statut social mais

aussi l'obsession de l'enrichissement personnel. Or, alors que les diplômés du supérieur restent une infime minorité (à peine 6% de la population adulte en 2014), ces individus ont massivement été recrutés, dans les administrations, dans les bureaux d'études, et dans les mosquées. Forts de leurs diplômes, ils s'érigent comme les nouveaux «sachants», dans un rapport d'humiliation vis-à-vis des autres qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leur scolarisation. Et au lieu de comprendre qu'ils ont une dette sociale incommensurable envers tous ceux qui leur ont permis de prolonger leurs études, qu'ils doivent se mettre au service de la communauté, ils s'érigent en une nouvelle autorité réglementaire. Ces individus sont heureusement peu nombreux même s'ils construisent souvent, dans la mise en œuvre des projets, des solidarités à des fonctions clé. Cette situation explique ainsi pourquoi les initiatives portées par le haut échouent. Elles sont tout simplement détournées à un niveau intermédiaire. Par conséquent, les ministres de la Culture, du Tourisme, de l'Habitat et de l'Urbanisme peuvent défendre des orientations alternatives et proposer des politiques ambitieuses, ces dernières restent lettre morte, bloquées par ce niveau intermédiaire qui n'hésite pas à saboter les stratégies qui lui sont idéologiquement ou financièrement contraires.

La solution est donc d'affronter ce niveau intermédiaire sur son terrain: le local. Or, malheureusement, cela ne peut pas se faire sans investir les méandres de la réglementation et des rapports de force locaux. Car pour ce faire, il convient d'abord de constituer des collectifs liant toutes les volontés positives qui réclament des alternatives. Le constat des dysfonctionnements est souvent partagé mais les individus sont aussi souvent d'unis face aux spécialistes de la casuistique réglementaire. Par ailleurs, la tâche est immense et ressemble au travail de Sisyphe. Après des décennies d'abandon, les lieux sont parfois très ruinés, les techniques oubliées et les pratiques très fragiles. Commencer par de petits projets semble dérisoire et peut donc décourager même les plus volontaires. Or, dans un tel contexte, il est impossible d'espérer un financement important dès le début, de plus ce dernier deviendra un objet de convoitises et d'affrontements encore plus acerbés. Il faut donc accepter le temps et d'avancer d'abord à petits pas.

La résilience n'est pas une question d'immédiateté mais de temps long. Une action n'a de sens que cumulée à des dizaines, des centaines, des milliers d'autres.

Le chantier comme lieu du faire ensemble

L'expérience présentée dans ces pages s'appuie sur le principe du chantier, si possible participatif et ouvert. Car au-delà des matériaux, l'innovation doit avant tout s'attacher à l'organisation politique et sociale. Il faut donc entretenir une dynamique collective qui recrée du commun, c'est-à-dire de l'implication et de la responsabilité autour de ressources rares. Les restaurations collectives présentées ici ont ouvert à une dynamique plus globale créant un désir de projet pour un ensemble historique tout entier. Le chantier participatif, connu de tous et accessible, permet

de porter un véritable débat sur les opportunités de la restauration, de la réhabilitation et sur les usages possibles d'un lieu réinvesti. De là, la population s'approprie le projet et peut réfléchir à son devenir plutôt que de subir une décision extérieure. Le projet porté par un chantier participatif est une aventure collective, où il est possible d'organiser la circulation des savoirs et de mettre en œuvre l'innovation adaptée aux conditions locales. Il s'agit alors de dépasser les grandes catégories, pour justement organiser une fluidité d'actions et de réflexions qui aille des biens patrimoniaux aux espaces publics aux bâtiments publics, dans un même mouvement, dont l'objectif est la résilience. Proposer une voie alternative aux politiques actuelles de normalisation et de mise en tourisme qui dépasse la seule esthétique folklorique et ce pour permettre d'interroger l'ensemble des legs transmis par les générations antérieures.

RESTAURATION
DU GRENIER ADKHS
WARFLAËN ET ATELIER
MAQUETTES AVEC LES
ENFANTS DU VILLAGE,
© DAVID GÉURY, 2019.



Reconstruire du commun passe par un faire ensemble

La stratégie mobilisée ici est l'action concrète, l'acte de bâtir. La vérité des matériaux locaux ne peut être observée qu'autour d'un chantier. Le chantier permet en effet d'exposer les qualités des mises en œuvre tout en admettant un débat avec les donneurs d'ordres, les porteurs de mémoire, les professionnels et les usagers. Alors, même si de nombreuses parties prenantes ne sont pas convaincues, leur participation permet de réfléchir aux éléments de blocage et aux modalités de dépassement. Le changement social ne se fait pas en un jour. Il a fallu des décennies de discours méprisants, d'idéologies politiques ou religieuses dites modernistes, d'actes individuels ou administratifs brutaux pour marginaliser les processus constructifs historiques locaux. La reconquête de ces derniers sera donc progressive. Elle doit s'appuyer sur les dynamiques positives et les entretenir. Il faut en effet se méfier des engouements précoces et davantage miser sur le lent et long travail. Au fil des années, les projets avancent, se concrétisent, s'accumulent et finalement font sens. Bien sûr, la tâche est immense car convaincre du bien-fondé d'une démarche ne peut s'inscrire que dans la durée. Mais nos résultats commencent à poindre.

L'architecture au cœur du développement durable

L'architecture doit être repensée dans le temps pour pouvoir l'intégrer pleinement à une stratégie de développement durable. Pour cela, il faut prendre conscience du cycle de vie des matériaux, mais aussi du cycle de vie des bâtiments.

La sauvegarde d'architectures remarquables de la civilisation des oasis comme repères historiques fondateurs (Almoravides, Almohades, Saadiens, Alaouites), tient une place particulière car son objectif est d'assurer la reconnaissance du rôle historique d'une région aujourd'hui marginalisée. Bien sûr, entretenir des merveilles architecturales, comme des greniers fortifiés ou des mosquées finement décorées, est particulièrement gratifiant et a souvent permis avec des moyens modestes de rendre hommage aux efforts cumulés des sociétés passées face à leur contexte climatique

difficile. Ces réalisations historiques éclairent le passé pour mieux comprendre le futur mais permettent aussi de penser l'avenir en prenant en considération le temps long des sociétés. Pour autant, il ne faut pas écarter un enjeu majeur : ces sociétés étaient des sociétés de la pénurie et de la stagnation démographique. Or, la deuxième moitié du 20^e siècle a fait basculer les sociétés sahariennes dans la croissance démographique et la société de consommation. Aujourd'hui, la croissance démographique est achevée mais les besoins en services et en produits de base de qualité restent immenses. Les bâtiments historiques ne pouvaient aucunement contenir cette vague démographique. Aujourd'hui, il est possible de réinventer des usages collectifs mais le retour en arrière serait un leurre. En dehors des lieux patrimoniaux conservés pour leur valeur d'histoire, les architectures héritées nécessitent d'importants travaux de réhabilitation, conduits avec une rigoureuse éthique de la préservation, telle qu'elle a été décrite au fil de ces pages.

Pour autant, les besoins en nouveaux équipements doivent être reconsidérés à l'aune du contexte démographique. En effet, il faut désormais se demander quelle sera la durée de vie des bâtiments construits, en termes d'usage. Combien de ces résidences secondaires récemment construites, vides, seront occupées dans les villages dans dix ou quinze ans ? Construites durant les dernières décennies par des hommes nés au village mais ayant fait leur fortune ailleurs, qui accueilleront-elles une fois que ces hommes disparaîtront ? Leurs enfants élevés dans les villes souhaiteront-ils revenir ? Voudront-ils de cette demeure, alors qu'ils se sont habitués à d'autres standards ? Sensibilisés au développement durable, à la responsabilité écologique, au patrimoine, accepteront-ils ce legs de béton armé aux formes urbaines ? De même, pour les bâtiments publics, combien de temps faudra-t-il encore construire des établissements scolaires alors que la fécondité ne fait que chuter, passant désormais en dessous de 2,5 dans les campagnes et de 2 dans les villes ? Quelle est la durée de vie d'une unité de transformation de produits agricoles ? Respectera-t-elle les normes nécessaires à l'obtention d'une autorisation de commercialisation de plus en plus restrictive ? Or, si les bâtiments historiques étaient faits de matériaux locaux, tous ces nouveaux bâtiments sont faits en béton armé. Outre

le coût initial en termes d'émissions de CO₂ se posera alors le coût de leur destruction. Des dizaines de milliers de bâtiments sont déjà à l'abandon, épaves échouées de projets avortés. Maisons individuelles inachevées, unités de production non fonctionnelles, sièges d'administrations vides ou autres entités non-pourvues parsèment le paysage. Or, le coût de réhabilitation ou de destruction est particulièrement élevé. Il ne s'agit pas comme pour les architectures traditionnelles de faire retourner la terre à la terre et de réemployer la pierre et le bois. Il faut ici tout détruire, concasser, et une fois encore les matériaux doivent mis en décharge, du fait de l'absence d'une filière de recyclage.

Penser la durabilité, c'est également penser la fin d'un usage et le possible recyclage du bâtiment. Toutes ces nouvelles constructions en ciment, récemment érigées, ne doivent aucunement être pensées comme éternelles, comme certains le prétendent. Elles auront pour la grande majorité d'entre elles quelques décennies d'utilité. *A contrario*, les matériaux locaux gardent bien leur incomparable avantage.

Par conséquent, le projet architectural doit être pensé en amont en réfléchissant à l'impact réel du bâtiment en termes environnementaux, sociaux, économiques et culturels. La logique d'architectures de collecte s'impose pour les matériaux issus du monde minéral présents sur le site (terre, pierre, sable) mais aussi pour ceux issus du monde végétal. En effet, dans les espaces oasiens, les charpentes en bois de palmier étaient liées à une gestion raisonnée de la palmeraie en assurant un débouché économique à l'élagage des palmes et à l'éclaircissement des palmiers surnuméraires (mâles non productifs ou femelles à faible productivité). Le ré-encastrement de la filière construction dans l'activité agricole comme elle l'a toujours été permet des gains de productivité de cette dernière. Aider les agriculteurs de la palmeraie à créer une coopérative qui fournisse en bois le chantier permet d'encourager à un meilleur entretien de la palmeraie.

Ce ré-encastrement de l'architecture dans le local induit donc un modèle économique et social, privilégiant des techniques fortes consommatrices de main-d'œuvre (locale) permettant de répondre aux problématiques locales de chômage et de sous-emploi, tout en offrant aux ouvriers une formation à des techniques nouvelles (ou des techniques anciennes revisitées) et une

réflexion sur l'organisation de la communauté. Enfin, culturellement, ce mode opératoire réactive et renouvelle les organisations traditionnelles en faisant le lien avec des structures plus opérantes.

L'usage des matériaux locaux doit donc être pensé de concert avec la sauvegarde des techniques constructives locales. La restauration et la restitution des bâtiments historiques permettent de réfléchir à la compétence d'édifier et par là de penser le réemploi dans des architectures contemporaines. Cette dynamique d'apprentissage et de réflexion passe par le faire et l'exercice constant de cette compétence. La théorie n'est rien sans l'expérimentation de la mise en œuvre. Par ailleurs, il est nécessaire de maintenir des lieux d'apprentissage et de diffusion du savoir. Le chantier est alors la meilleure école. Aux matériaux sont liés des hommes et des femmes qui maintiennent des savoir-faire. C'est grâce à eux qu'il est ensuite possible d'introduire les principes de l'écoconstruction en formant des professionnels locaux (maîtres artisans, maalmes, entreprises). Et c'est avec ces professionnels que peut se créer une dynamique territoriale.

Un réseau d'architectures réhabilitées, lieux de mémoire en partage, extension de la qualité de l'espace public

Un tel investissement dans l'architecture est donc un acte de promotion territoriale. Nombre d'opérateurs y voient l'opportunité d'attirer de nouveaux visiteurs afin de créer une dynamique touristique à même d'intégrer davantage les communautés dans des flux monétaires. Le patrimoine et l'écoconstruction viennent sublimer les paysages, donnant une aura supplémentaire aux produits du terroir et aux événements festifs. Ils participent d'un marketing territorial auprès de visiteurs nationaux voire internationaux. Ils permettraient la création d'un marché pour de nouvelles activités de service (hôtellerie, restauration) et de production (coopératives agricoles, artisanat) à même de développer des régions paupérisées qui doivent être accompagnées pour éviter un « mal développement ». Le tourisme est un objectif trop aléatoire pour que tout travail ne soit destiné qu'à des visiteurs extérieurs nécessairement distants. Il convient de se méfier d'un objectif tourné vers le seul tourisme. En effet, le contexte

politique ou économique international peut rendre brutalement tous les investissements caducs et tout particulièrement dans des régions ne disposant pas d'un capital touristique ancien. Par ailleurs, viser le seul touriste signifie privilégier l'image sur les institutions. Plus ce dernier vient d'un horizon lointain, plus il s'arrête à la surface des choses, aux paysages, au pittoresque, sans interroger autre chose que l'esthétique. Enfin, les autorités peuvent privilégier l'exclusion de certains usagers trop turbulents au profit de celui qui apporterait le plus de devises, créant alors un nouveau rapport d'injustice.

Il faut donc refuser cette focale et inverser les présupposés. La beauté et le confort des lieux sont avant tout destinés aux habitants qui parcourent au quotidien ces espaces. Toute action doit être pensée comme une extension d'un espace public de qualité. Places, allées couvertes, théâtres de plein-air, bâtiments administratifs, doivent être pensés ou repensés pour le confort des plus fragiles, les femmes avec enfants en bas âges, les doyens et les doyennes, tous désireux de quitter leur domicile pour profiter de la douceur de lieux. Bavarder, jouer, chanter, danser, tout cela peut être stimulé par un cadre approprié. Toutes les pratiques fragiles liées au patrimoine immatériel (pèlerinages, agapes, joutes poétiques, danses chantées, *ahouashs*) nécessitent d'un ancrage matériel, d'un écrin qui les valorise. L'espace public ouvert peut alors accueillir tout type de visiteur, qu'il s'agisse des membres de la famille résidant désormais dans les grandes métropoles, des visiteurs nationaux de passage ou des touristes internationaux. Alors, l'espace public de qualité permet de générer une convivialité propice à l'échange. C'est en son sein que se transmettent le goût pour le legs, l'attachement à des lieux et des pratiques. L'ancien et le nouveau sont alors articulés autour d'un même objectif celui du bien-être collectif. En des temps incertains, démultiplier les petites alternatives collectives s'avère plus que nécessaire.

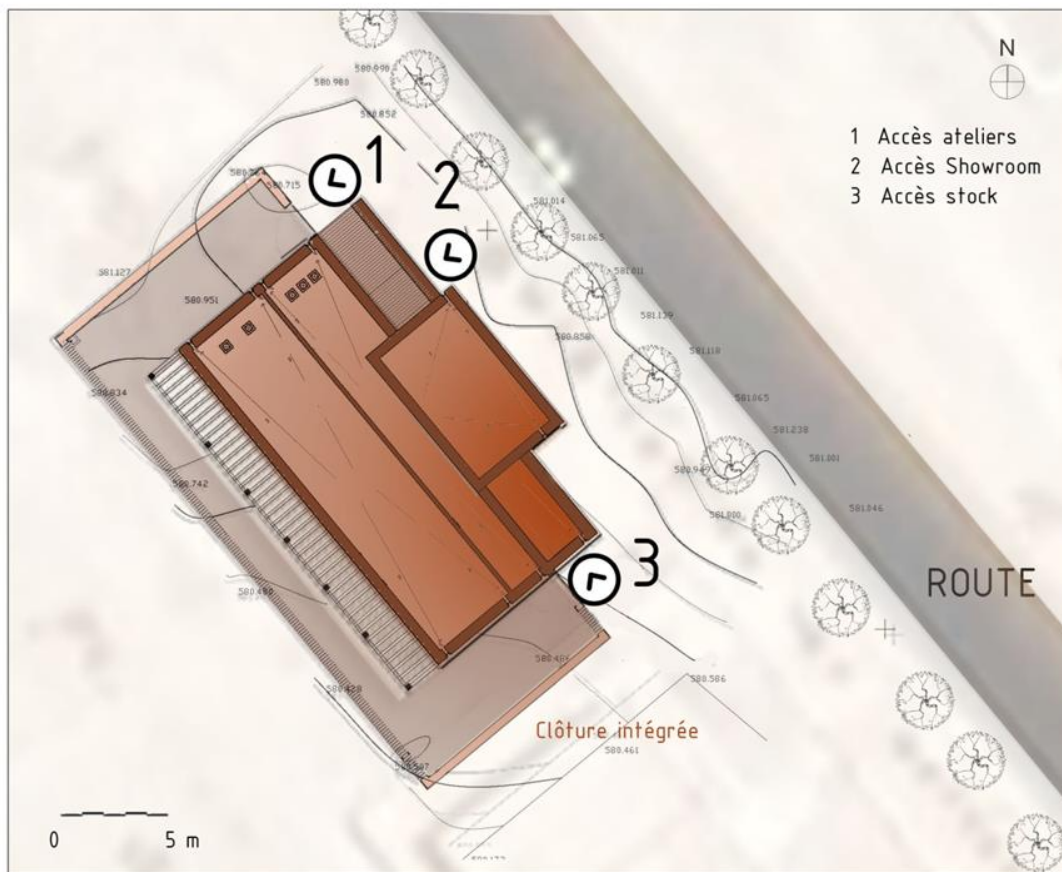


دار الصناعة

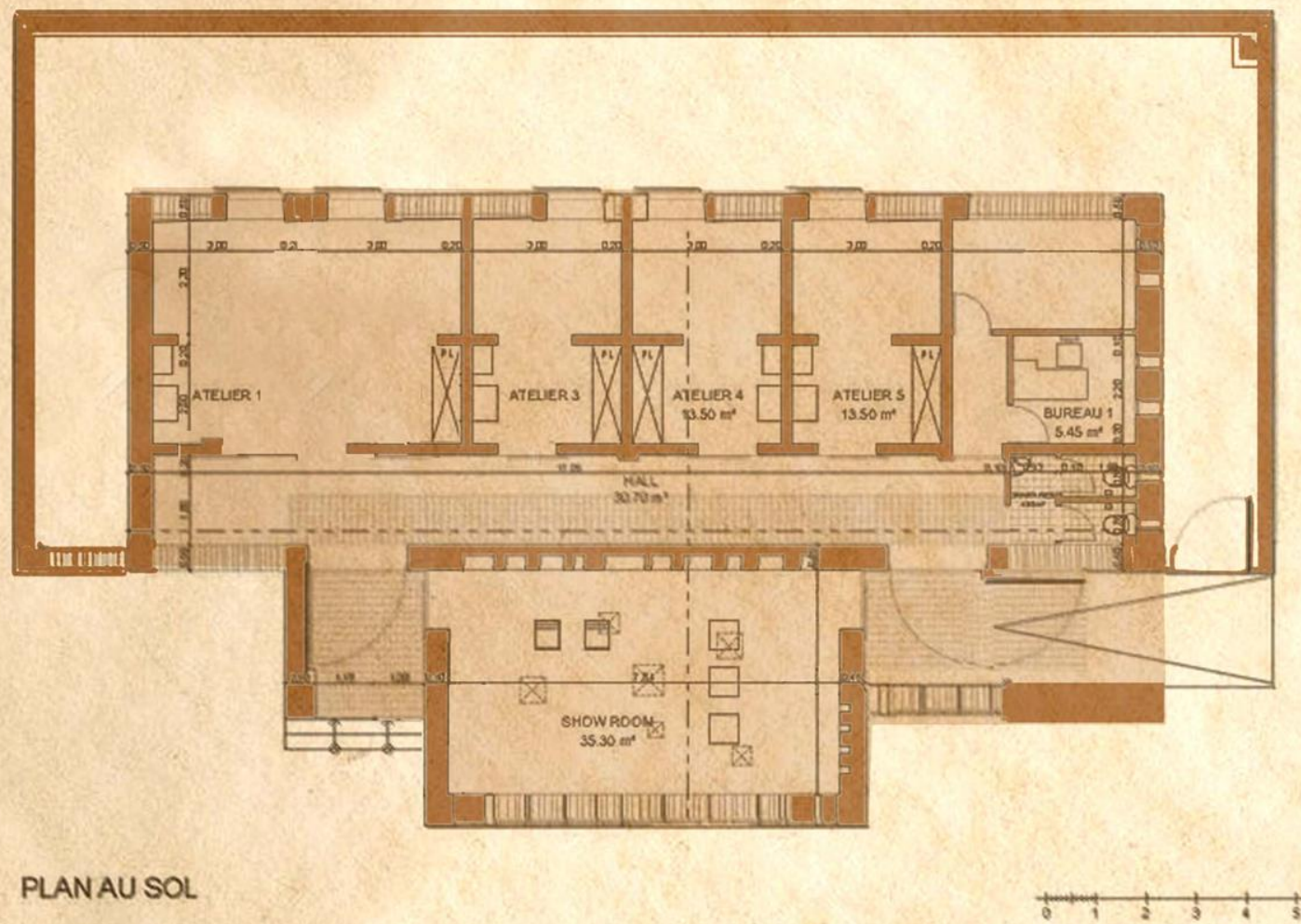
+ΣΧCΣ I +CΧ80Σ

Artisans d'Oum El Gardane





SITUATION, PLAN DE MASSE



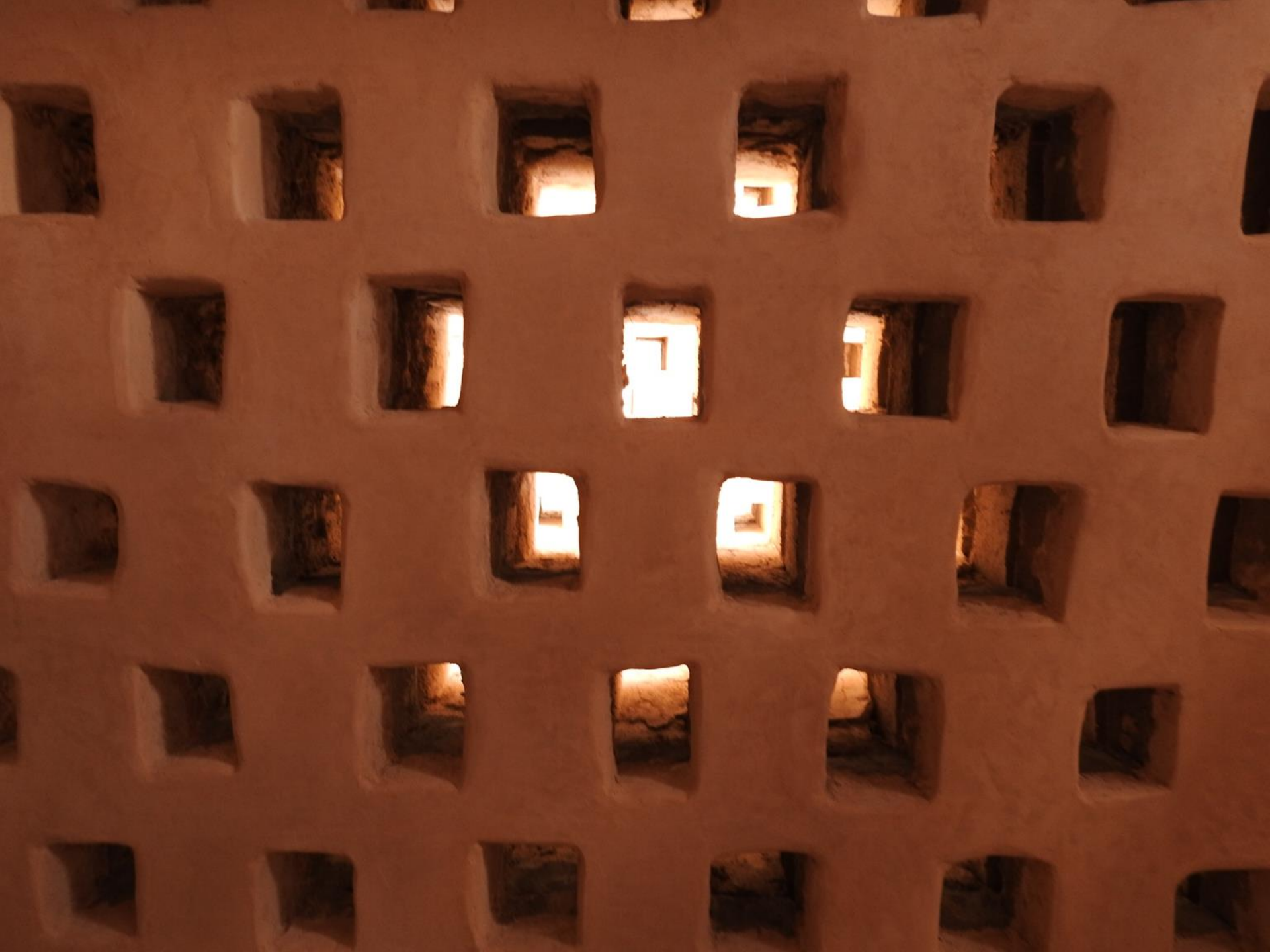
Plans, coupe, façades,

















Work in progress, adobes (briques de terre crue) et bois de palmier

















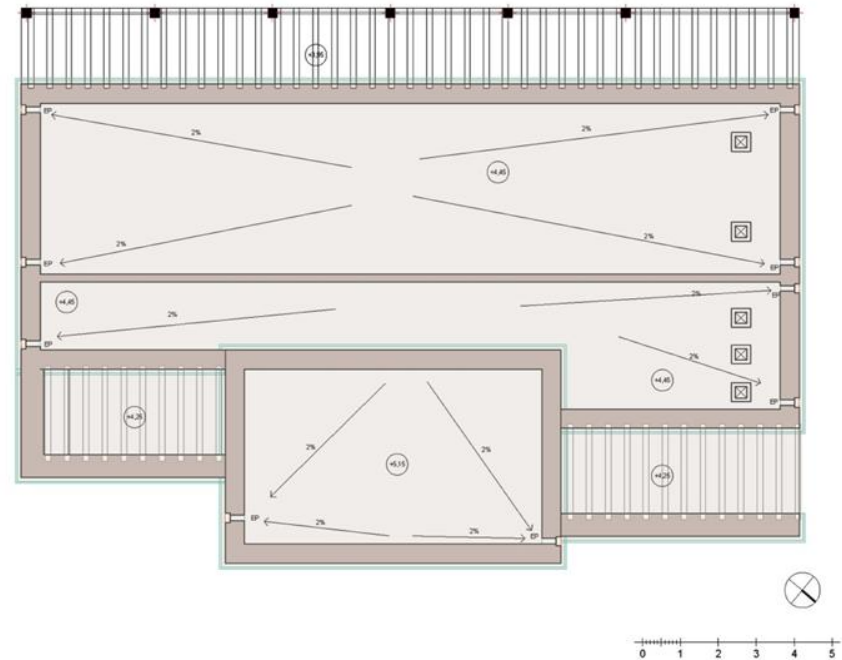
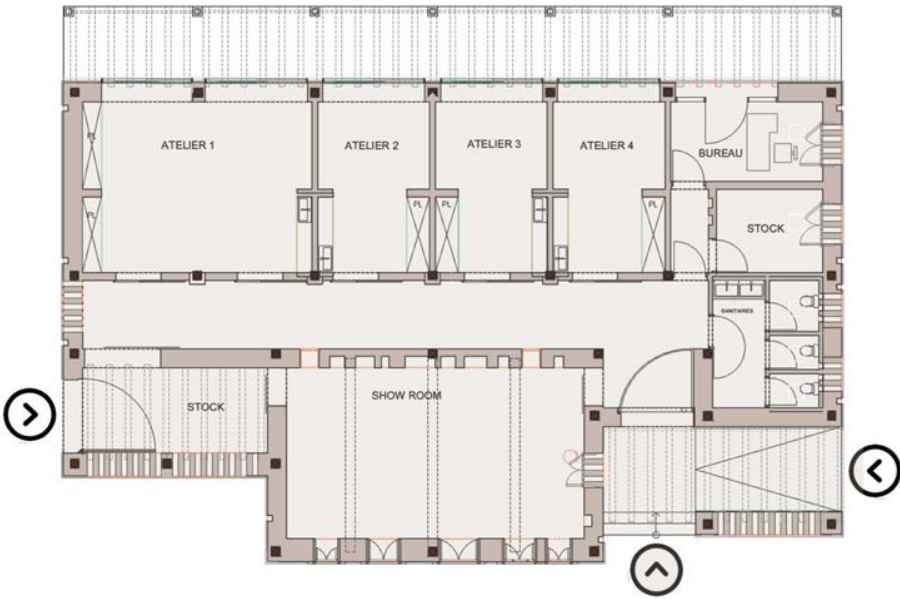
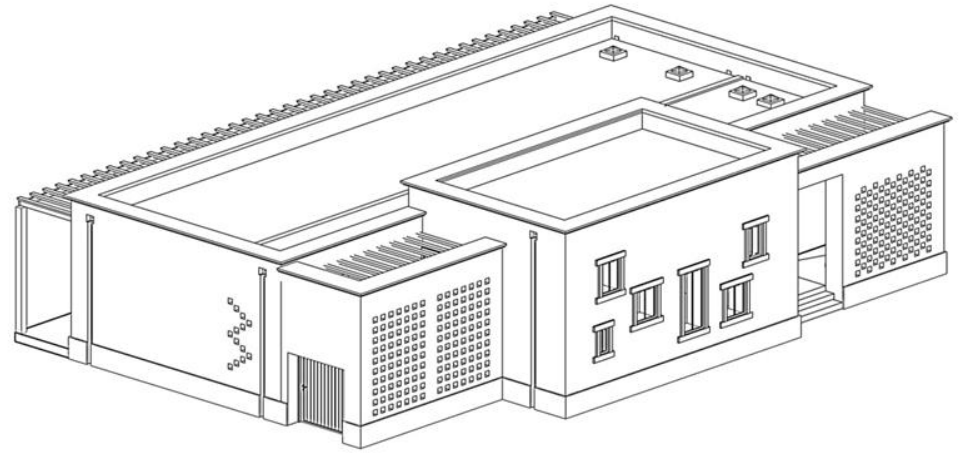
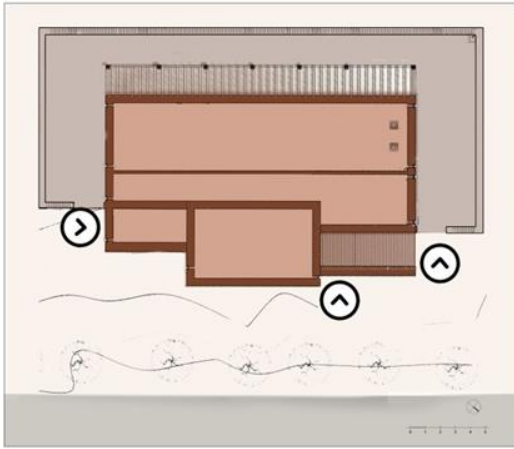








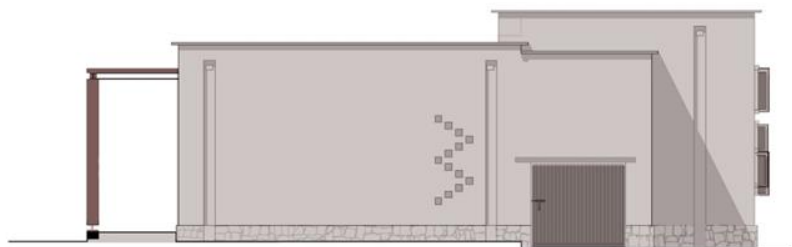




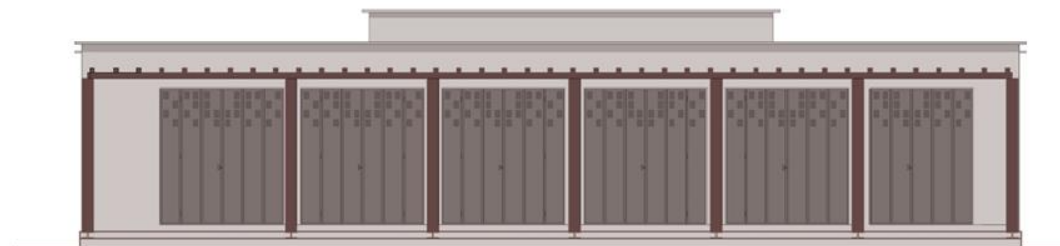
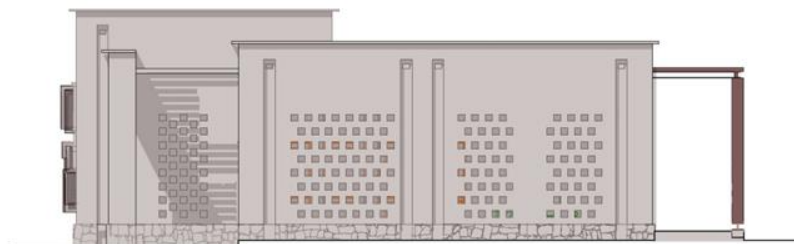
ORGANIGRAMME

PLAN AU SOL

PLAN TERRASSE



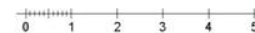
FACADES LATERALES



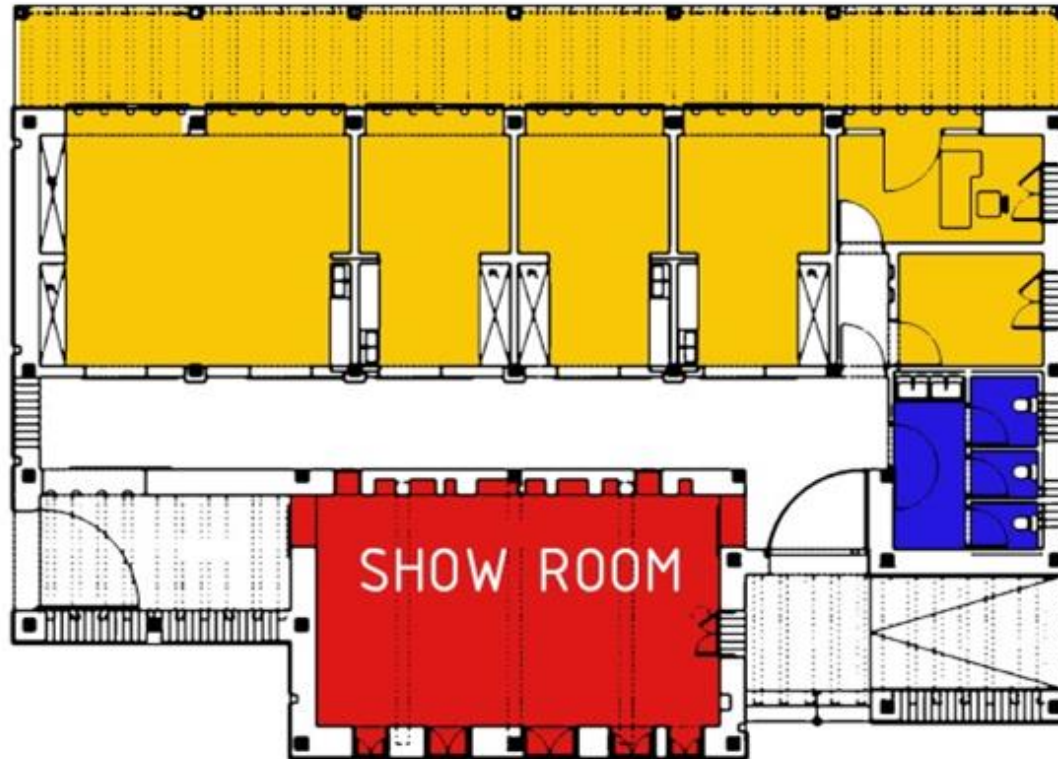
FACADE ARRIERE SUR LES ATELIERS



FACADE PRINCIPALE SUR ROUTE



ATELIERS, ESPACES DE TRAVAIL INTERIEUR/EXTERIEUR



ORGANIGRAMME



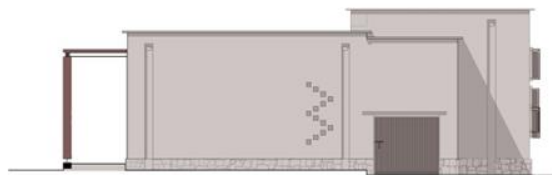
FACADE ARRIERE SUR LES ATELIERS



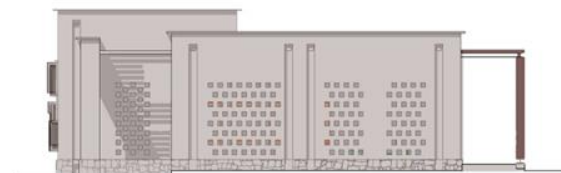
COUPE AA



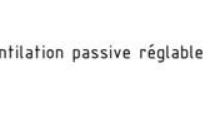
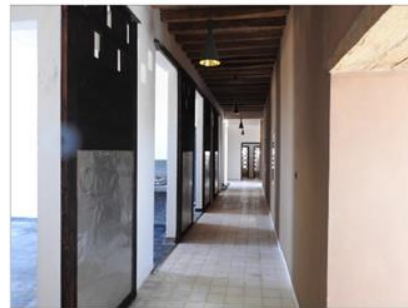
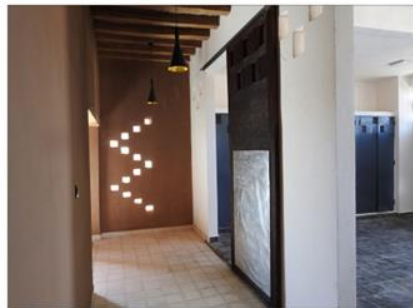
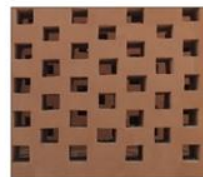
FACADE PRINCIPALE SUR ROUTE



FACADES LATERALES



COUPE BB



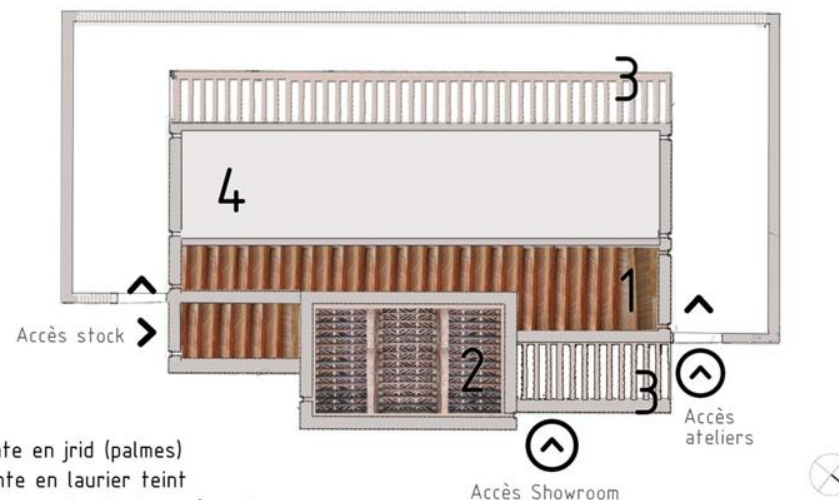
COUPES CLIMATIQUES

Les oculi empruntés à l'architecture vernaculaire («wankfert, tunfust, asekse» en tachelhit) se démultiplient pour assurer une ventilation passive réglable.

CHARPENTES ET BAIES EN STIPES DE PALMIER



FACADE PRINCIPALE SUR ROUTE



- 1 Charpente en jrid (palmes)
- 2 Charpente en laurier teint
- 3 Poutres pergola, tentures à venir
- 4 Dalle de ciment

Accès Showroom

PLAN DES PLAFONDS

La question de la couverture d'un bâtiment de terre crue est le principal problème architectural à résoudre pour augmenter le confort des espaces dans une logique de durabilité. Par facilité, le choix des dalles de béton est devenu la norme. Pour tous nos projets, au contraire de cette tendance nous essayons de favoriser les charpentes traditionnelles.

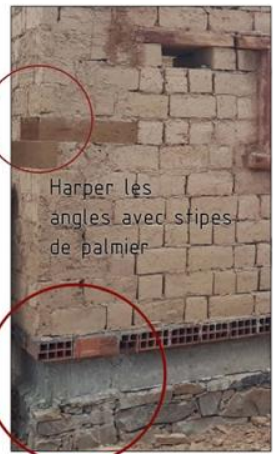
Les palmiers destinés aux bois de charpente et des portes proviennent de deux coopératives de palmiers de Tata et de Zagora, qui assurent la plantation dans la production des dattes et qui avec ce projet ont ouvert un champ d'activités nouveau autour du bois. Les palmiers mâles surnuméraires et non productifs, les arbres anciens peuvent en effet, dans les oasis, être valorisés comme bois de construction augmentant le revenu des coopératives agricoles, tandis que les agriculteurs concentrent leurs efforts sur les palmiers femelles. Ce choix raisonné des arbres à abattre tout en encourageant les plantations, respecte un environnement aride où le bois reste une denrée précieuse.



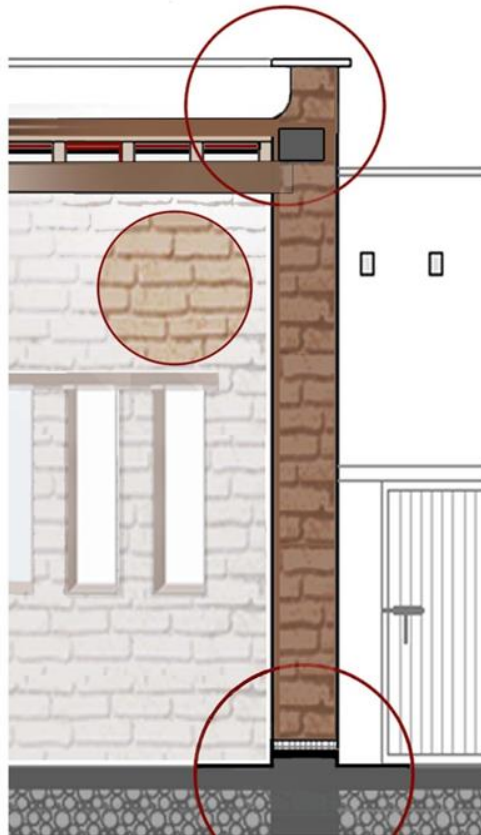
COUPE AA



Blanc d'oeuf sur briques



Harper les angles avec stipes de palmier



COUPES & MATÉRIAUX, AXONOMÉTRIE ÉCLATÉE

Acrotère en terre

Chappe terre «azzour»
traditionnelle sur
Bitume

Relevés d'étanchéité
chaux moulée

Charpente traditionnelle
ancrée dans la terre crue

Enduits extérieurs gobetis de chaux

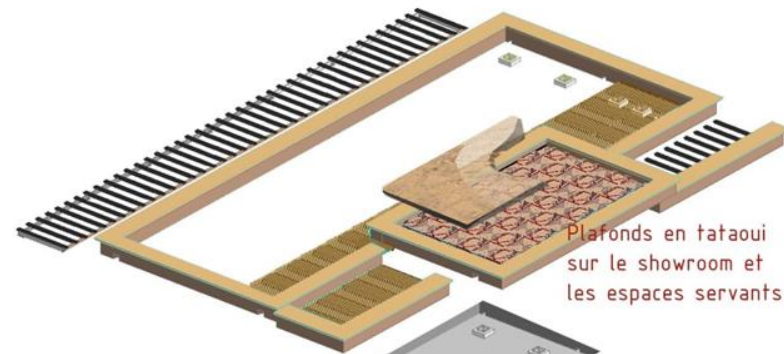
Blanc d'oeuf sur
briques crues
(intérieurs)

Bois d'angles de
reprise

Enveloppe du bâtiment : Adobes
Liant : mortier de
terre crue

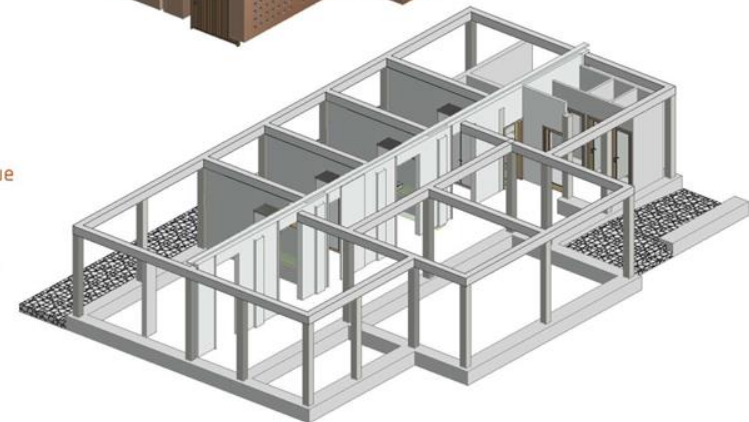
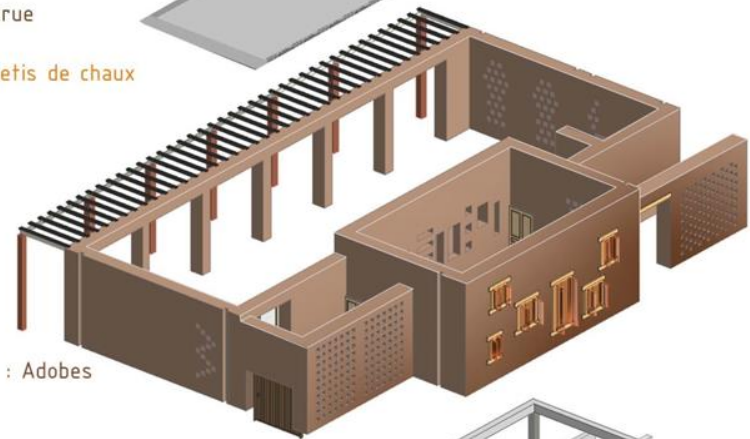
Briques cuites
(pare-vapeur entre terre crue
et béton)

Semelles BA et ossature BA
(législation)



Plafonds en tataoui
sur le showroom et
les espaces servants

Dalle en BA
sur les ateliers

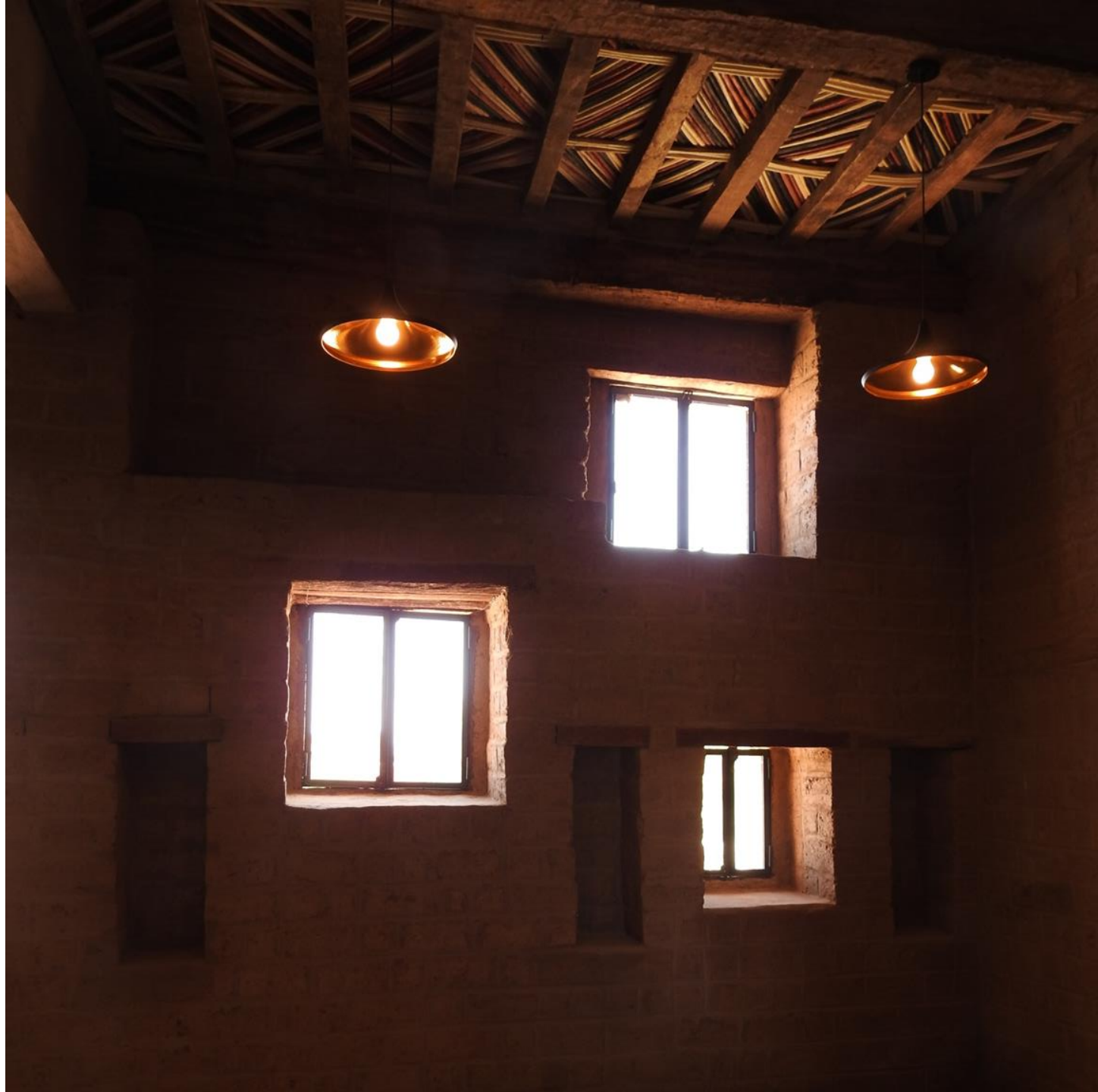












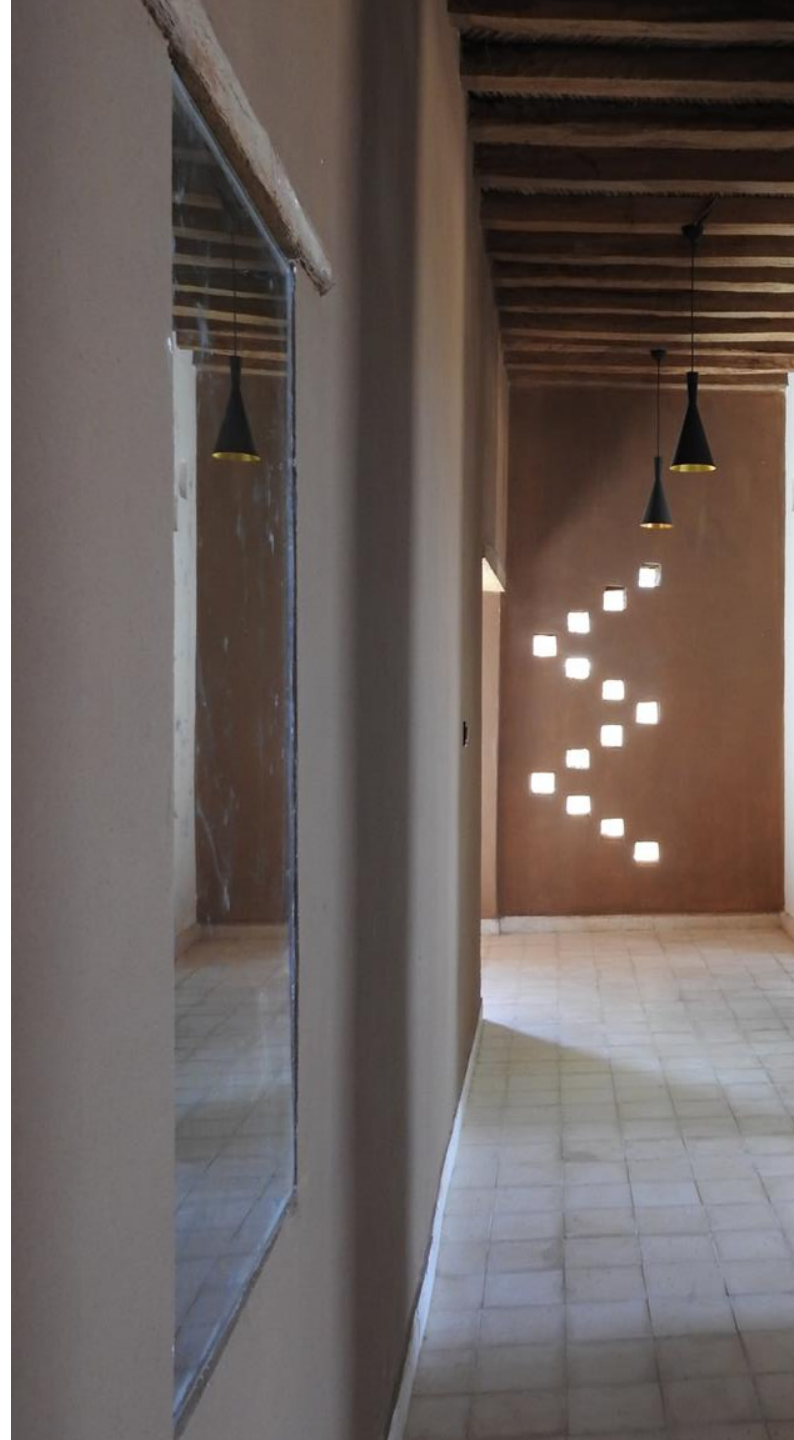




Show room, les espaces de monstration ou d'exposition

















Les ateliers + terrasse extérieure



CONTEXTE, SITE, PARTI PRIS ARCHITECTURAL

Au Maroc une « modernisation » sans conscience a généré une architecture normalisée en béton armé. Malgré le contexte climatique actuel du Sud marocain, ces dernières décennies ont favorisé les solutions techniques importées et transposées sans réflexion dans des régions aux ressources limitées et marquées par des extrêmes climatiques qui marginalisent des pratiques architecturales locales et éteignent une mémoire constructive spécifique pourtant très riche. Ce projet s'est fait pour lutter contre cette tendance en réinvestissant intentionnellement les ressources vernaculaires. Cela n'a pu se faire cependant pour ce projet, qui ne bénéficie d'aucun passe-droit et qui n'est porté par aucune organisation internationale prestigieuse, que dans un contexte étatique précis, celui d'un assouplissement de la législation nationale sur la terre (le projet a été dessiné en 2015) et ensuite la lutte acharnée pour obtenir l'autorisation puis pour obliger l'entreprise à construire véritablement en terre (et non à couvrir les murs d'un pauvre enduit de terre) a permis la réussite de ce projet, désormais cité en exemple régional. Cependant, le béton armé reste encore rendu obligatoire par la pratique et la législation du point de vue d'un bureau d'études (non choisi). Un chaînage horizontal en poteaux-poutres de ciment est intégré à la terre crue, mais cependant des bois de palmier porteurs sont utilisés intégralement pour la charpente de l'espace du show-room et pour les linteaux des baies (sauf portes extérieures des ateliers). Le programme d'une maison des artisans incitait à choisir ces matériaux en priorité tout en dessinant des espaces de travail plus faciles à entretenir : d'un côté un showroom séduisant en terre crue mettant en valeur les techniques locales, de l'autre côté, une structure plus facile d'entretien (supportant les jets d'eau ou autre pratique de travail artisanal) en terre crue pour l'enveloppe et briques de ciment pour les cloisons.

Deux éléments ont autorisé les pouvoirs publics à accepter ce projet de terre crue et des dérivés du palmier. Le nouveau décret n° 2-12-349 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics sous forme de consultations ouvertes (et non plus dans un cadre archaïque de gré à gré) qui acceptait un outsider dans le jeu des marchés publics. Puis, concomitamment, le fameux Décret no 2-12-666 du 17 rejeb 1434 (28 mai 2013) « approuvant le règlement parasismique pour les constructions en terre », et permettant enfin à tout architecte d'utiliser ce matériau. Cependant, le béton armé reste encore rendu obligatoire par la pratique et la législation du point de vue d'un bureau d'études (non choisi). J'ai donc choisi de mêler les deux : accepter une ossature en béton mais qui n'empêche pas l'enveloppe en terre et les couvertures traditionnelles sur 40 %,

DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE PERFORMANCES

L'enveloppe du bâtiment est en adobe (épaisseur 50 cm). Les lieux servants et la salle de présentation sont en adobe avec une charpente traditionnelle en tataoui, (tressage de palmes ou de lauriers colorés teints au chaudron). Une poutre traversante de béton armé permet toutefois un dimensionnement de salles plus vastes que traditionnellement. En revanche, la couverture des locaux de production sont en béton armé tout comme la structure de l'ensemble sur semelles de fondation (la législation marocaine impose la structure en béton armé). Les performances en termes de durabilité se situent donc essentiellement autour du cycle de production des matériaux et aux capacités thermiques desdits matériaux premiers ou biosourcés. L'unité de production a été conçue pour profiter d'une ventilation passive par de petites lucarnes. Le projet refuse clairement la climatisation électrique. Tous les espaces intérieurs sont ventilés par des systèmes empruntés aux traditions locales sur les parties hautes du bâtiment ; ce tirage thermique est associé aux dispositifs simples de fenêtres à régler en façade (face au vent dominant/ sorties à l'opposé). Le courant d'air passera en hauteur pour ne pas gêner les travailleurs et simplement rafraîchir la toiture. Une pergola prend le relais à l'extérieur pour briser le rayonnement direct par de l'ombre et permettre des appels d'air sur la façade des ateliers la plus exposée. Des lanterneaux zénithaux rythment les intérieurs pour éviter une lumière trop éblouissante. Les portes sur rails ou sur crapaudine (héritage architectural local) en acier reproduisent les mêmes petites ouvertures que dans les parois d'adobes perforées pour la ventilation et l'éclairage filtré. La maîtrise d'ouvrage n'a pas intégré le recours à l'énergie solaire ou la récupération des eaux non encore imposé dans les CPS des administrations marocaines. Les performances énergétiques sont encore à améliorer.

Pour proposer une alternative au tout béton, il a fallu surmonter la disqualification de la terre crue ou des matériaux « traditionnels ». Il a fallu introduire dans le processus du projet le réapprentissage des matériaux de construction et sans cesse défaire et faire refaire pour exiger le respect des règles de l'art des matériaux terre ou biosourcés. L'habitude de construire avec un matériau peu exigeant comme le parpaing a appauvri les compétences générales des ouvriers du BTP. L'entreprise voulait tout construire en parpaings et tout recouvrir ensuite d'un enduit de terre-paille. Il a fallu l'obliger et l'accompagner à toutes les étapes. Les premières adobes avaient été réalisées sans paille ni fibres et faire détruire toutes les premières mises en œuvre puis exiger la venue d'un maçon expérimenté. Cette chaîne de crédibilisation a été rendue possible par l'ensemble des partenaires à l'exception de l'ingénieur du bureau d'études qui s'est sans cesse opposé au projet. Nous avons rédigé des cahiers des prescriptions spécifiques très précis. Pour convaincre l'entreprise, nous lui avons fait visiter des projets similaires terminés. Il est important ici de souligner qu'une fois que l'entreprise a réalisé les murs en adobe, les claires-voies et autres dispositifs climatiques, il a été plus simple de monter les charpentes en palmes pour le couloir et les lauriers teints pour l'espace du showroom. La mise en place de l'étanchéité « traditionnelle » (doublée de bitume) et le bitume des gouttières murales, une innovation appréciée, a bien été acceptée, de même que le pare-vapeur en briques cuites sur les semelles en béton.

La question de la couverture d'un bâtiment de terre crue est le principal problème architectural à résoudre pour augmenter le confort des espaces dans une logique de durabilité. Par facilité, le choix des dalles de béton est devenu la norme. Pour tous nos projets, au contraire de cette tendance nous essayons de favoriser les charpentes traditionnelles. Les palmiers destinés aux bois de charpente et des portes proviennent de deux coopératives de palmiers de Tata et de Zagora, qui assurent la plantation dans la production des dattes et qui avec ce projet ont ouvert un champ d'activités nouveau autour du bois. Les palmiers mâles surnuméraires et non productifs, les arbres anciens peuvent en effet être valorisés comme bois de construction augmentant le revenu des coopératives agricoles, tandis que les agriculteurs concentrent leurs efforts sur les palmiers femelles. Ce choix raisonné des arbres à abattre tout en encourageant les plantations, respecte un environnement aride où le bois reste une denrée précieuse.

ENJEUX SUR LE TERRITOIRE D'IMPLANTATION

Le choix des fibres végétales comme le palmier (charpente et portes) permet d'assurer un débouché aux coopératives des palmeraies. Les palmiers mâles surnuméraires et non productifs, les arbres anciens sont valorisés comme bois de construction augmentant le revenu des coopératives agricoles. Le choix raisonné des palmiers encourage les plantations raisonnées dans un environnement aride où le bois reste une denrée précieuse.

Ce bâtiment comprend un espace de vente et de démonstration (showroom), un espace de fabrication (ateliers) qui peut avoir besoin de se déployer dans un espace extérieur ombragé (pergola). La reconnaissance d'une architecture responsable, soucieuse des enjeux sociaux et environnementaux est ainsi placée au cœur de la démarche, elle a été comprise par les pouvoirs publics du fait à la fois d'une conviction associée à beaucoup de patience et de pédagogie de l'architecte.

Le bâtiment placé sur la route principale a interpellé les passants pendant sa construction et a été beaucoup visité. Une fois livré, il a fait l'objet d'un réel intérêt et a suscité un véritable engouement ; nous attendons la fin du COVID pour inviter des designers à occuper les lieux pour des sessions de formations en ecodesign avec les artisanes tisseuses et productrices de vanneries (comme je le fais depuis plusieurs années dans plusieurs sites en cours de restauration). Tout l'espace du show-room a été conçu et est adapté en termes de dimensions pour ce corpus d'artefacts locaux (vanneries, tissages de tentes traditionnelles, bijoutier, ferronnier...) L'appellation « Dar Sania » rend compte aussi d'un espace mixte pour des artisans hommes et femmes, ce qui est important : au-delà de l'enjeu de la mixité sociale, il y a complémentarité des fabrications : le bijoutier peut terminer un objet de vannerie, la tisseuse a besoin de crochets fabriqués par le ferronnier, etc. Par cet espace de travail, les artisan(e)s sont projetés dans un échange autour de la fabrique d'un objet.

VALORISATION DES SAVOIR-FAIRE ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le choix des fibres végétales comme le palmier (charpente et portes) permet d'assurer un débouché aux coopératives des palmeraies. Les palmiers mâles surnuméraires et non productifs, les arbres anciens sont valorisés comme bois de construction augmentant le revenu des coopératives agricoles. Le choix raisonné des palmiers encourage les plantations raisonnées dans un environnement aride où le bois reste une denrée précieuse.

Ce bâtiment comprend un espace de vente et de démonstration (showroom), un espace de fabrication (ateliers) qui peut avoir besoin de se déployer dans un espace extérieur ombragé (pergola). La reconnaissance d'une architecture responsable, soucieuse des enjeux sociaux et environnementaux est ainsi placée au cœur de la démarche, elle a été comprise par les pouvoirs publics du fait à la fois d'une conviction associée à beaucoup de patience et de pédagogie de l'architecte.

Le bâtiment placé sur la route principale a interpellé les passants pendant sa construction et a été beaucoup visité. Une fois livré, il a fait l'objet d'un réel intérêt et a suscité un véritable engouement ; nous attendons la fin du COVID pour inviter des designers à occuper les lieux pour des sessions de formations en ecodesign avec les artisanes tisseuses et productrices de vanneries (comme je le fais depuis plusieurs années dans plusieurs sites en cours de restauration). Tout l'espace du show-room a été conçu et est adapté en termes de dimensions pour ce corpus d'artefacts locaux (vanneries, tissages de tentes traditionnelles, bijoutier, ferronnier...) L'appellation « Dar Sania » rend compte aussi d'un espace mixte pour des artisans hommes et femmes, ce qui est important : au-delà de l'enjeu de la mixité sociale, il y a complémentarité des fabrications : le bijoutier peut terminer un objet de vannerie, la tisseuse a besoin de crochets fabriqués par le ferronnier, etc. Par cet espace de travail, les artisan(e)s sont projetés dans un échange autour de la fabrique d'un objet.